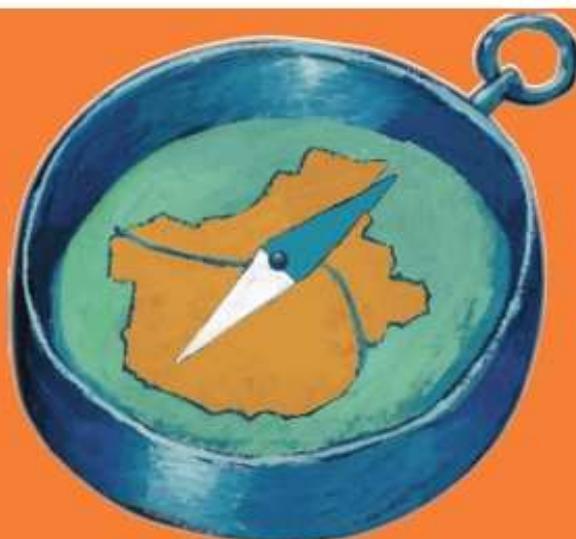


# Contrat de projets État-Région 2007-2013

## Contrat de projets État-Région 2007-2013



**Version révisée à mi-parcours**



# SOMMAIRE

---

<b>GRANDS PROJETS MOTEURS D'INNOVATION.....</b>	<b>12</b>
<b>Article 1 - Grand projet Pôles de développement et d'excellence de la recherche.....</b>	<b>12</b>
Article 1.1 - Axe Biologie, Santé, Bien-être - Imageries biologiques et médicales.....	12
Article 1.2 - Soutien aux actions de transfert de technologies et de valorisation de la recherche. Soutien à l'innovation dans les PME/PMI.....	13
Article 1.3 - Développement des pôles par les actions collectives.....	14
<b>Article 2 - Grand projet Pôle d'efficacité énergétique.....</b>	<b>16</b>
Article 2.1 - Recherche sur les énergies nouvelles et les matériaux pour l'énergie.....	16
Article 2.2 - Usages en faveur de l'efficacité énergétique.....	17
Article 2.3 - Circuits longs et circuits courts de valorisation de la biomasse agricole et forestière	18
Article 2.4 - Actions collectives.....	18
<b>Article 3 - Grand projet Pôle de recherche et d'enseignement supérieur .....</b>	<b>20</b>
Article 3.1 - Mise au standard international des constructions universitaires.....	20
Article 3.2 - Construction/extension de laboratoires de recherche.....	21
Article 3.3 - Développement de l'offre de soins.....	21
Article 3.4 - Amélioration de la vie étudiante.....	21
Article 3.5 - Pôle de Recherche « Villes, Territoires et Civilisations ».....	24
Article 3.6 - Pôle de Recherche des sciences du sol, du sous-sol et de l'eau.....	24
Article 3.7 - Projets d'intérêt régional.....	25
<b>GRANDS PROJETS CONSOLIDANT LA COMPÉTITIVITÉ ET L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE .....</b>	<b>26</b>
<b>Article 4 - Grand projet Compétitivité des filières agricoles et forestières.....</b>	<b>26</b>
Article 4.1 - La structuration des opérateurs économiques en filières.....	26
Article 4.2 - Les programmes d'expérimentation en lien avec les filières régionales.....	26
Article 4.3 - L'investissement matériel dans les exploitations agricoles.....	27
Article 4.4 - Le développement de l'agriculture biologique.....	27
Article 4.5 - La modernisation des entreprises de travaux forestiers et de transformation du bois	27
Article 4.6 - L'appui à l'installation des jeunes.....	27
<b>Article 5 - Grand projet Grands sites culturels.....</b>	<b>30</b>
Article 5.1 - Restauration et valorisation des sites majeurs.....	30
Article 5.2 - Réalisation d'équipements culturels de haut niveau .....	30
<b>Article 6 - Grand projet Mutations économiques et développement de l'emploi.....</b>	<b>33</b>
Article 6.1 - Accompagnement des mutations économiques.....	33
Article 6.2 - Développement des capacités de création de nouvelles activités.....	34
Article 6.3 - Développement et valorisation des compétences des personnes en ZUS (zones urbaines sensibles).....	34
Article 6.4 - Validation des acquis de l'expérience.....	35
<b>Article 7 - Grand projet Déplacement de voyageurs.....</b>	<b>37</b>
Article 7.1 - Modernisation de la ligne Dourdan - La Membrolle.....	37
Article 7.2 - Développement des réseaux de TCSP dans les grandes agglomérations.....	37
Article 7.3 - Modernisation de la ligne POLT .....	38
Article 7.4 - Chartres-Orléans, réouverture au trafic voyageurs.....	38
Article 7.5 - Commande centralisée Tours-Chinon.....	38
Article 7.6 - Études péri-urbaines : Tours-Loches, Orléans-Châteauneuf .....	38
<b>Article 8 - Grand projet Développement du fret ferroviaire.....</b>	<b>41</b>
Article 8.1 - Poursuite de la modernisation de la transversale Nantes-Lyon.....	41
Article 8.2 - Remise à niveau des lignes permettant le développement du fret ferroviaire de proximité.	41
Article 8.3 - Création d'un service d'autoroute ferroviaire .....	42

<b><i>VOLET TERRITORIAL.....</i></b>	<b><i>43</i></b>
<b><i>DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE, DE SUIVI ET D'ÉVALUATION.....</i></b>	<b><i>49</i></b>
<b><i>ANNEXE FINANCIERE.....</i></b>	<b><i>52</i></b>
<b><i>ANNEXE TECHNIQUE N°1.....</i></b>	<b><i>53</i></b>
<b><i>ANNEXE TECHNIQUE N°2.....</i></b>	<b><i>55</i></b>

## PRÉAMBULE

A l'occasion de la révision à mi-parcours, l'État et la Région Centre ont confirmé leur attachement au principe d'une contractualisation de leurs efforts communs au service du développement régional sur la période restante 2011-2013.

Cette contractualisation se concentre sur un nombre limité de thématiques et de projets structurants, complétés par un volet territorial. Elle prend en compte les orientations stratégiques des conseils européens de Lisbonne et de Göteborg en faveur de l'innovation, de la compétitivité et du développement durable. Par rapport aux quatre premières générations de CPER mises en place depuis 1984, il s'agit d'une évolution importante, qui a justifié une nouvelle dénomination de « Contrat de Projets État-Région ».

L'exercice de révision, conduit tout au long de l'année 2010 par l'État et la Région avec les partenaires concernés, a été présenté au comité de suivi le 6 décembre. Il a révélé que l'essentiel des opérations initialement identifiées a été programmé ou devrait l'être prochainement.

La révision retenue porte donc :

- sur un ajustement limité des listes d'opérations des grands projets "Pôle de recherche et d'enseignement supérieur" et "Grands sites culturels" ;
- sur un rééquilibrage des montants affectés aux grands projets "Déplacement de voyageurs" et "Développement du fret ferroviaire" tenant compte de l'avancement ou de la réévaluation des opérations ;
- et sur des redéploiements internes entre les politiques du grand projet "Compétitivité des filières agricoles et forestières" et du volet territorial.

Ainsi, les quatre grands objectifs retenus pour la période 2007-2013 sont confirmés :

***Objectif n°1 : Renforcer le développement économique et social par l'innovation et l'accès à la société de l'information***

Renforcer la capacité de recherche, d'innovation et de développement des entreprises, développer le potentiel universitaire et scientifique, améliorer, pour tous, le niveau des qualifications, de faciliter l'accès aux savoirs par les technologies de l'information et de la communication.

***Objectif n°2 : Améliorer l'accessibilité en développant des modes de transports alternatifs***

Assurer l'accessibilité régionale et de faciliter les déplacements en favorisant les transports collectifs et en développant les circulations douces.

***Objectif n°3 : Préserver et valoriser le patrimoine naturel et culturel***

Renforcer la cohésion régionale par son rayonnement culturel ;  
Assurer le développement durable du territoire par la protection, la valorisation de la biodiversité et des ressources ainsi que la prévention des risques.

***Objectif n°4 : Assurer la cohésion sociale et territoriale***

Renforcer l'attractivité des territoires et garantir une qualité de vie et de services à tous les habitants de la région Centre.

L'essentiel de l'exercice a consisté en une révision pragmatique de la liste des opérations pour optimiser leur engagement à l'issue du contrat, dans le respect des équilibres territoriaux.

Au delà, les décisions saillantes à souligner sont, d'une part, la mobilisation de crédits leviers au déploiement des infrastructures de très haut débit complémentaires à l'effort analogue décidé sur le FEDER et, d'autre part, la volonté de conforter le soutien aux maisons de santé pluridisciplinaires.

Cet exercice, intervenant à enveloppe constante, appellera une exigence accrue dans le choix des projets de service à la population, de développement des villes moyennes ou des projets structurants du volet territorial.

## ENTRE

L'État, représenté par Michel CAMUX, Préfet de la région Centre

**d'une part,**

**ET**

La Région Centre, représentée par François BONNEAU, Président du Conseil régional, dûment habilité par l'Assemblée plénière (DAP n° 11.01.06) en date du 17 février 2011

**d'autre part,**

Vu la convention du 8 mars 2007 entre l'État et la Région Centre qui les engage conjointement à mettre en œuvre les mesures et actions soutenues dans le document intitulé "Contrat de Projets État-Région Centre 2007-2013",

Vu la note méthodologique du 4 octobre 2010 de la DATAR relative à la révision à mi-parcours des CPER 2007-2013,

Vu l'accord de la réunion interministérielle du 22 mars 2011 validant le présent avenant au contrat de projets 2007-2013,

Vu l'avis du 9 février 2011 du Conseil Économique Social et Environnemental Régional,

Vu la délibération du Conseil régional en date du 17 février 2011 portant approbation du contrat révisé,

### IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

#### **Article A**

L'État et le Conseil régional s'engagent à mettre conjointement en œuvre les mesures et actions contenues dans le présent document révisé, intitulé « Contrat de Projets État - Région Centre 2007-2013 ».

#### **Article B**

Pour l'ensemble de ce Contrat de projets, l'État et le Conseil régional confirment les moyens financiers suivants :

- pour l'État : 347,474 millions d'euros auxquels s'ajoutent 12,370 millions d'euros pour ordre,
- pour la Région Centre : 385,472 millions d'euros

La liste des opérations ajustées ou les politiques prévues dans ce cadre sont détaillées dans le document cadre annexé. Les points clés des conventions d'application qui restent d'actualité sont repris dans le document cadre qui se substitue donc à ces dernières. Les opérations listées non encore programmées donneront lieu, dans les mois qui suivront la signature de l'avenant, à l'établissement d'une convention financière entre les partenaires concernés.

## Article C

Les modifications apportées lors de la révision à mi-parcours sont les suivantes :

- Ajustement de la liste des opérations de constructions universitaires du grand projet n°3 « Pôle de recherche et d'enseignement supérieur » pour tenir compte de l'évolution des priorités des deux sites universitaires.

- Les opérations **abandonnées** sont :

*Concernant l'université d'Orléans* : la réhabilitation Géosciences (article 3.1, -1M€ État), les logements étudiants à Dessaux (article 3.4, -2M€ État), l'agrandissement du restaurant universitaire Dessaux (article 3.4, -2M€ État) ;

*Concernant l'université de Tours* : l'extension et la restructuration d'E3I (article 3.1, -0,7M€ État, -2,6M€ Région), la réhabilitation des amphithéâtres des Tanneurs (article 3.1, -1M€ État), le Centre d'Études Supérieures de la Renaissance (article 3.2, -1M€ État, -0,48M€ Région), le pôle ville et urbanisme 2e phase (article 3.2, -2M€ Région), le restaurant universitaire et logements du Sanitas (article 3.4, -2M€ État), les logements à Tours (article 3.4, -4,2M€ État).

- Les opérations **dont les montants inscrits sont modifiés** (par rapport aux montants contractualisés en 2007 mentionnés pages 20 et 21 du CPER) sont :

*Concernant l'université d'Orléans* : la réhabilitation de la bibliothèque universitaire centrale (article 3.1, -1,7M€ État), IUT d'Orléans 2e et 3e phases (article 3.1, +0,44M€ État, -3,32M€ Région), extension centre culturel maison des étudiants Orléans (article 3.1, +0,3M€ État), Site Madeleine (article 3.1, -0,4M€ État), IUT de Bourges GEA/GMP et amphis (article 3.1, +1M€ État), laboratoires de maths Orléans (article 3.2, -2,02M€ État), campus en centre ville Dupanloup (article 3.2, +2M€ État, +3,32M€ Région), labo bancmoteur (article 3.2, +0,4M€ État), IUT de Bourges LEES (article 3.2, +0,25M€ État), logements à Châteauroux (article 3.4, +0,320M€ État), logements à Bourges (article 3.4, +0,5M€ État), restaurant universitaire Lahitolle à Bourges (article 3.4, +0,6M€ État) ;

*Concernant l'université de Tours* : la restructuration de la bibliothèque universitaire Tanneurs (article 3.1, -0,5M€ État), bibliothèque universitaire de médecine (article 3.3, +1,25M€ État, +0,3M€ Région), Extension de l'UFR de médecine (article 3.3, +0,65M€ État, +2,1M€ Région), Réhabilitation de Bretonneau (article 3.3, +1M€ Région).

- Les **opérations nouvelles** sont :

*Concernant l'université d'Orléans* : l'opération Polytech Hall Darcy (article 3.2, +0,8M€ État), les serres de l'UFR Sciences (article 3.2, +0,5M€ État), l'inscription de crédits d'études pour la restauration universitaire à Orléans (article 3.4, +1,0M€ État) ;

*Concernant l'université de Tours* : la présidence « Plat d'Étain » sur l'ancien site militaire de l'école de la logistique et du train à Tours (article 3.1, +2M€ État, +1,68M€ Région), l'inscription de crédits d'études pour les opérations Polytech (article 3.1, +0,3M€ État) et la restructuration des Tanneurs (article 3.1, +0,2M€ État), le restaurant universitaire du quartier Chauveau (article 3.4, +5M€ État).

- En outre 1,01 millions d'euros sont réservés pour le **financement d'études** (article 3.1.3, +1,01M€ État) : seront notamment considérées celles qui, portées par les écoles d'ingénieurs, ont été identifiées lors de la révision à mi-parcours.

➤ **Redéploiement interne entre les politiques du grand projet n° 4 « Compétitivité des filières agricoles et forestières » dans le respect des contributions initiales.**

Les équilibres entre articles de ce grand projet sont modifiés à la marge pour prendre en compte l'évolution du contexte :

- **Augmentation** de la participation de l'**État** sur les articles 4.2 « programmes d'expérimentation en lien avec les filières agricoles » (+ 499 000 euros) et 4.4 « développer l'agriculture biologique » (+ 1 300 000 euros) ; **diminution** de la participation de l'État sur les articles 4.1 « structuration des opérateurs économiques en filières » (- 1 199 000 euros) et 4.6 « appui à l'installation des jeunes » (- 600 000 euros).
  - **Augmentation** de la participation du **Conseil régional** sur l'article 4.1 « structuration des opérateurs économiques en filières » (+ 2 000 000 euros) ; **diminution** de la participation du Conseil régional sur l'article 4.3 « investissement matériel dans les exploitations agricoles » (- 2 000 000 euros).
- **Ajustement de la liste des opérations du grand projet « Grands sites culturels » dans le respect des contributions initiales de l'État et de la Région :**
- Les opérations suivantes sont abandonnées :
    - création d'un centre culturel de rencontres à l'abbaye de Saint-Benoît-du-Sault, contractualisée sur une base de 750 000 € de crédits de l'État et 1 580 000 € de crédits de la Région. Cette opération est retirée du CPER mais l'État interviendra néanmoins dès 2010, sur des crédits hors CPER, pour des travaux de mise hors d'eau de l'édifice ;
    - création d'un musée de la soie à Tours, contractualisée dans le CPER 2007-2013 pour 2 800 000 € de crédits de l'État et 2 600 000 € de crédits de la Région. 200 000 € ont cependant été mobilisés sur crédits Région pour un achat immobilier ;
    - mise en valeur de l'abbaye de Bonneval, contractualisée dans le CPER 2007-2013 pour 689 000 € de crédits de l'État et 167 000 € de crédits de la Région.
  - Les opérations suivantes voient leur plan de financement modifié :
    - création d'un centre de rencontres culturelles à Noirlac, contractualisée dans le CPER 2007-2013 pour 750 000 € de crédits de l'État et 1 580 000 € de crédits de la Région, est abondée par 589 000 € de crédits de l'État ;
    - valorisation du domaine de Chaumont-sur-Loire, contractualisée dans le CPER 2007-2013 pour 2 000 000 € de crédits de l'État et 3 820 000 € de crédits de la Région, est abondée par 1 550 000 € de crédits de l'État ;
    - restauration de l'église de Saint Satur, contractualisée dans le CPER 2007-2013 pour 689 000 € de crédits de l'État et 167 000 € de crédits de la Région, est abondée par 550 000 € de crédits de l'État.

- Trois opérations nouvelles sont ajoutées au CPER 2007-2013 :
  - article 5.1 « Restauration et valorisation des sites majeurs » - Mise en valeur du site d'Argentomagus à Saint Marcel (36) : 750 000 € de crédits de l'État et 750 000 € de crédits de la Région sont réservés pour cette opération ;
  - article 5.2 « Réalisation d'équipements culturels de haut niveau » - Rénovation et extension du musée Girodet à Montargis (45) : 800 000 € de crédits de l'État et 897 000 € de crédits de la Région sont réservés pour cette opération ;
  - article 5.2 « Réalisation d'équipements culturels de haut niveau » - Création du Centre de création contemporaine Olivier Debré à Tours (37), portée par la ville de Tours : 2 700 000 € de crédits de la Région sont réservés pour cette opération. Cette opération donnera également lieu à un financement de l'État, à hauteur de 1 500 000 €, sur le volet territorial du CPER.
- **La ventilation des crédits par sous-articles du grand projet n°6 « mutations économiques et développement de l'emploi » est précisée.**
- **Redéploiement de crédits entre les grands projets n°7 « déplacement de voyageurs » et n°8 « développement du fret ferroviaire ».**

Des crédits du grand projet n°7 sont redéployés vers le grand projet n°8 conformément aux accords intervenus fin 2009 : Augmentation de la participation de l'État sur l'article 8.1 « poursuite de la modernisation de la transversale Nantes-Lyon » (+ 2 972 600 euros) ; diminution de la participation de l'État sur l'article 7.1 « modernisation de la ligne Dourdan-La Membrolle » (- 2 972 600 euros).

- **Modification des participations au sein du volet territorial.**

#### Article 9 – Fonds régional d'aide au conseil pour l'ingénierie des territoires

Les articles 9.1 « Renforcement des fonctions d'étude, d'observation, de prospective et d'évaluation » et 9.2 « Ingénierie territoriale » sont fusionnés.

Les participations de l'État et du Conseil régional sont respectivement diminuées de 2 250 000 euros et de 1 250 000 euros.

#### Article 10 – Fonds TIC

Les participations de l'État et du Conseil régional sont respectivement augmentées de 3 750 000 euros chacun.

La ventilation des crédits par sous-articles est précisée.

#### Article 12 - Fonds espaces naturels

La ventilation des crédits par sous-articles est précisée.

#### Article 13 – Projets structurants

Les participations de l'État et du Conseil régional sont respectivement diminuées de 1 550 000 euros chacun.

Article 14 – Préservation de l'environnement, des ressources en eau et valorisation du patrimoine naturel et des paysages

La participation du Conseil régional sur l'article 14.3 « ressource en eau » est augmentée de 400 000 euros.

Article 15 – Services à la population

Au titre de l'article 15.1 « services de base à la population » : la participation de l'État est augmentée de 3 500 000 euros et la participation du Conseil régional est diminuée de 5 500 000 euros.

Au titre de l'article 15.2 « maisons médicales pluridisciplinaires » : les participations de l'État et du Conseil régional sont augmentées de 1 500 000 euros chacun.

Article 16 – Développement durable et attractivité des agglomérations et villes moyennes

La participation de l'État est diminuée de 4 950 000 euros et la participation du Conseil régional est augmentée de 2 650 000 euros.

Les ventilations par sous-articles sont précisées.

**Article D**

Le Préfet de Région et le Président du Conseil régional sont chargés conjointement de l'exécution du contrat de projets ainsi révisé.

Fait à Orléans, le **16 MAI 2011**

Pour l'État  
Le Préfet de région



Michel CAMUX

Pour la Région Centre  
Le Président du Conseil régional



François BONNEAU

## GRANDS PROJETS MOTEURS D'INNOVATION

---

L'économie de la région Centre bénéficie de nombreux atouts, notamment d'un tissu de sous-traitants très diversifié, et de la présence d'industries performantes. À travers le Schéma Régional de Développement Économique et Social et à l'issue des travaux menés entre l'État et les collectivités dans le cadre du précédent CPER, l'ensemble des acteurs économiques ont exprimé la volonté de structurer l'économie régionale en filières organisées, ouvertes au partenariat en réseau pour innover, conquérir de nouveaux marchés, et investir dans la formation de leurs salariés. Les pôles de compétitivité, d'ores et déjà labellisés, ont montré la voie à une indispensable fédération des entreprises dans un effort d'innovation très important, s'appuyant sur les structures de transfert de technologies et les laboratoires scientifiques. Dans ce cadre, l'implication des deux Universités pluridisciplinaires et de l'ensemble des grands organismes nationaux de recherche implantés en région, constitue un atout essentiel. Il reste nécessaire de poursuivre un effort important et continu en recherche et innovation pour conforter la position à l'échelle nationale de ces pôles de compétitivité de façon à ce qu'ils atteignent la maturité et la dimension critique leur assurant une autonomie de développement et une reconnaissance internationale, conformément aux objectifs partagés par les collectivités et l'État. D'autres secteurs économiques doivent ainsi se structurer et s'organiser en réseau pour innover. Ainsi, la Région Centre et l'État partagent le souhait de constituer un pôle européen d'efficacité énergétique, qui fédérera tous les acteurs économiques et scientifiques concernés.

~~~~~

### **Article 1 - GRAND PROJET PÔLES DE DÉVELOPPEMENT ET D'EXCELLENCE DE LA RECHERCHE**

Ce grand projet vise à conforter les pôles de compétitivité ayant leur siège en région Centre (Cosmetic Valley, S2E2, Elastopôle et DREAM) à soutenir la dynamique engagée dans les autres pôles de compétitivité auxquels la Région est associée (Céramique et Viaméca), mais aussi à favoriser l'émergence de nouveaux pôles coopératifs dans des secteurs-clés et à les accompagner, qu'ils soient susceptibles d'être labellisés ou non. En effet, plusieurs thématiques reliant compétitivité économique et excellence scientifique ont été identifiées en région Centre comme la mécanique, la pharmacie, l'automobile, l'imagerie médicale, l'aéronautique, la déconstruction, l'agencement de magasins, la pyrotechnie et les risques industriels. L'objectif est de créer ou de consolider une dynamique existante entre les entreprises, les centres de recherche et les organismes de formation pour développer ces pôles. En particulier l'effort doit porter sur la mise en place de projets structurants et fédérateurs.

#### ***Article 1.1 - Axe Biologie, Santé, Bien-être - Imageries biologiques et médicales***

Cet axe est très important et s'articule autour de structures de recherche originales et internationalement reconnues telles que :

- des plates-formes techniques (Institut de transgénése) ;
- le pôle du médicament et de la cosméto-pharmacie à Orléans et Tours, qui assure un soutien aux activités du pôle pharmacie industrielle régionale et au pôle de compétitivité « Cosmétique, Sciences de la Beauté et du Bien-être », avec les activités de biophysique moléculaire, de chimie analytique, de biologie végétale, de chimie thérapeutique et de pharmacie galénique ;
- le pôle de santé humaine et animale, principalement à Tours, notamment pour l'infectiologie

- le pôle « Centrimage Sciences », axe fédérateur de l'activité régionale en biologie médicale. Ce pôle réunit sur le territoire régional des moyens et des compétences exceptionnels au niveau européen pour l'imagerie appliquée à la biologie et à la santé. On y retrouve plus de vingt équipes pluridisciplinaires des deux universités régionales travaillant dans les domaines des ultrasons, des médicaments radio-pharmaceutiques avec l'imagerie moléculaire en scintigraphie ou par émission de positons, la production des radionucléides, avec le cyclotron du CNRS d'Orléans et le projet de cyclotron Cyclopharma sur le site de Tours, l'imagerie et spectroscopie de résonance magnétique (IRM, SRM) et l'imagerie rapide par rayonnement énergétique.

Cet axe s'inscrit dans l'objectif compétitivité, s'appuie essentiellement sur les thématiques prioritaires de la recherche nationale, concerne plusieurs organismes de la région (les deux universités, le CNRS, l'INSERM, l'INRA, le CHU, le CHRO) et joue un rôle fédérateur capital dans le rapprochement des établissements dans le cadre du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) « Centre - Val de Loire Université ».

Sont éligibles à ce titre les opérations suivantes :

- ICPA : imageries de la cellule au petit animal (CNRS) ;
- Institut des Ultrasons (Université de Tours) ;
- Imageries des systèmes biologiques (Université de Tours) ;
- CHIRE : Chirurgie et Imagerie pour Recherche et Enseignement (Université de Tours) ;
- PSAT : Pôle européen de recherche en infectiologie animale, (INRA de Nouzilly) ;
- Plate-forme INTRAGEN : infrastructure de génomique fonctionnelle in vivo (CNRS).

| Article 1.1                             | ÉTAT<br>(M€)              | RÉGION<br>(M€) | TOTAL<br>(M€) |
|-----------------------------------------|---------------------------|----------------|---------------|
| <b>Axe Biologie Santé<br/>Bien-être</b> | Programme 150 : 2,0       | <b>7,2</b>     | <b>12,75</b>  |
|                                         | Programme 172 : 0,4       |                |               |
|                                         | Programme 172 CNRS : 1,05 |                |               |
|                                         | Programme 187 INRA : 2,1  |                |               |
|                                         | <b>TOTAL ETAT : 5,55</b>  |                |               |

**Article 1.2 - Soutien aux actions de transfert de technologies et de valorisation de la recherche. Soutien à l'innovation dans les PME/PMI**

La diffusion des technologies innovantes dans les entreprises est une des clés essentielles qui sous-tendent le développement économique. La région Centre est riche d'un très dense tissu de PME/PMI qu'il convient d'assister dans leurs démarches innovantes. Elles peuvent pour cela s'appuyer sur le réseau régional de centres techniques, des Centres de Diffusion technologiques (CDT), des Centres de Ressources Technologiques (CRT) et des plates-formes technologiques (PFT) qui proposent des compétences et des moyens spécifiques dans divers secteurs technologiques ou économiques. Ces structures ont également le rôle et la mission de faciliter la relation entre recherche publique et entreprise. Leur action auprès des PME est très pertinente et doit être sauvegardée.

Il apparaît cependant nécessaire que ces structures, notamment les CDT, CRT et PFT, puissent augmenter leur potentiel d'action et développer de plus grandes synergies. L'État et la Région incitent donc ces structures à fonctionner dans un cadre fédératif régional.

Une structure fédérative, l'Agence Régionale de l'Innovation et du Transfert Technologique (ARITT) abrite déjà le réseau de développement technologique régional et l'incubateur

d'entreprises de technologies innovantes. Placée à l'interface des services de l'État et la Région, des établissements de recherche et des entreprises, l'agence joue le rôle de tête de réseau du transfert technologique régional et son rôle sera renforcé.

Par ailleurs, les établissements régionaux d'enseignement supérieur et de recherche mettent en place des politiques renforcées d'ouverture de leurs compétences et de leurs formations vers le monde de l'entreprise. La valorisation des recherches de ces établissements, qui n'est pas seulement orientée vers la technologie ou les secteurs économiques marchands, participe au développement social, sanitaire, culturel et économique de la société.

Il convient d'accompagner les démarches d'ouverture de ces établissements, notamment celles des deux universités régionales qui peuvent prendre diverses formes. En particulier, les modes de partenariat université-entreprise, par création de laboratoires d'études et de recherche mixtes, ou par la mise en place de cellules de Recherche et Développement (R&D) au service des entreprises sont des initiatives très prometteuses qui seront soutenues financièrement.

Les opérations éligibles à ce titre sont :

- Soutien à l'innovation dans les PME/PMI - Développement dans un cadre fédératif régional des projets et investissements des plateformes technologiques et des CRT et CDT ;
- Centres d'études et de recherche de l'Université de Tours en collaboration avec les entreprises (Université de Tours) ;
- Cellules de R&D de l'Université d'Orléans en liaison avec les PME/PMI (Université d'Orléans) ;
- Développement d'un laboratoire mixte public-privé Molécules bioactives (Université d'Orléans) ;
- Plate-forme R&D dans le domaine des matériaux (CEA Saclay).

| Article 1.2                                                                                | ÉTAT (M€)               | RÉGION (M€) | TOTAL (M€)  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------|-------------|
| <b>Soutien aux actions de transfert de technologies et de valorisation de la recherche</b> | Programme 150 : 0,5     | <b>7,6</b>  | <b>15,4</b> |
|                                                                                            | Programme 172 : 6,3     |             |             |
|                                                                                            | Programme 172 CEA : 1,0 |             |             |
|                                                                                            | <b>TOTAL ETAT : 7,8</b> |             |             |

### *Article 1.3 - Développement des pôles par les actions collectives*

L'État et la Région souhaitent appuyer des programmes d'actions en faveur de l'innovation au bénéfice de groupes d'entreprises autour d'un projet ou d'un thème commun.

Ces actions collectives, pilotées par des organismes compétents et intéressés au développement économique, seront un moyen privilégié pour soutenir la structuration de filières et le développement de coopérations entre entreprises, mais aussi avec le monde de la recherche. Il s'agira notamment d'appuyer les actions des quatre pôles de compétitivité (Cosmetic Valley, S2E2, Elastopôle et DREAM). Les autres thématiques prioritaires sont liées aux secteurs suivants : mécanique, automobile, pharmacie, aéronautique, déconstruction, imagerie médicale, agencement de magasins, pyrotechnie, risques industriels, agriculture, biomasse et agroalimentaire.

| Article 1.3                | ÉTAT (M€)  | RÉGION (M€) | TOTAL (M€) |
|----------------------------|------------|-------------|------------|
| <b>Actions collectives</b> | <b>5,5</b> | <b>5,5</b>  | <b>11</b>  |

~~~~~

<b>Article 1 Grand Projet Pôles de Développement et d'excellence de la Recherche</b>		
<b>ÉTAT (M€)</b>	<b>RÉGION (M€)</b>	<b>TOTAL (M€)</b>
<b>18,85</b>	<b>20,3</b>	<b>39,15</b>

## **Article 2 - GRAND PROJET PÔLE D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE**

La raréfaction des énergies fossiles et les conséquences de la production de gaz à effet de serre constituent des enjeux majeurs pour nos sociétés humaines. Dans une perspective de développement durable, il est indispensable d'investir très fortement dans la maîtrise des consommations énergétiques et dans l'émergence de technologies nouvelles permettant de mieux exploiter les énergies renouvelables. À travers une démarche très volontaire, l'État et le Conseil régional veulent favoriser le développement d'un ensemble de filières économiques, s'appuyant sur les capacités et les savoir-faire techniques et scientifiques, génératrices d'emplois qualifiés.

~~~~~

### **Article 2.1 - Recherche sur les énergies nouvelles et les matériaux pour l'énergie**

La région Centre dispose d'atouts importants pour mener une politique ambitieuse dans le domaine des **énergies nouvelles** et de l'efficacité énergétique. Elle réunit en particulier 26 laboratoires ou équipes des différents établissements de recherche (Universités d'Orléans et de Tours, CNRS, CEA, BRGM, INRA) impliqués dans la thématique de l'énergie incluant quatre grands domaines complémentaires :

- l'**efficacité énergétique** comprenant les recherches sur une meilleure utilisation de l'énergie fossile (combustion) et les nouveaux matériaux pour l'énergie ;
- la **valorisation énergétique de la biomasse** (ressources agricole et forestière incluant le volet surveillance et préservation des sols, identification des bassins de production), les procédés thermiques de conversion énergétique, les usages des bioénergies par la filière carburants et moteurs ;
- la **filière hydrogène** incluant les recherches et développements sur le stockage et la distribution, ainsi que celles sur les piles à combustible ;
- la **géothermie** et les procédés de stockage géologique du dioxyde de carbone.

La Région est par ailleurs coordinatrice du **pôle de compétitivité** « Sciences et systèmes de l'énergie électrique » (S2E2) dont l'objet est prioritairement de développer la compétitivité des entreprises dans le domaine de l'efficacité énergétique.

Le pôle de recherche sur les énergies nouvelles s'inscrit donc à la fois dans l'objectif compétitivité et attractivité et dans l'objectif développement durable du CPER. Il mobilise les grands laboratoires des organismes régionaux et correspond à une priorité stratégique régionale en cohérence avec le pôle de compétitivité et avec la mesure « Énergie » du Conseil régional.

Sont éligibles à ce titre les opérations suivantes :

- Plate-forme microélectronique de puissance - Pôle SSEE (Université de Tours) ;
- Plate-forme AlHyance Innovation - Phase 1 (CEA Tours) ;
- Pôle de recherches avancées sur les énergies du futur (Université d'Orléans, CNRS) ;
- Pôle Européen de Géothermie (BRGM) ;
- Pilote d'étude du stockage géologique du CO2 (BRGM) ;
- MATEX : centre national de compétences des matériaux en conditions extrêmes (CNRS).

| <b>Article 2.1</b>                                                                  | <b>ÉTAT<br/>(M€)</b>     | <b>RÉGION<br/>(M€)</b> | <b>TOTAL<br/>(M€)</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|------------------------|-----------------------|
| <b>Recherche sur les énergies<br/>nouvelles et les matériaux pour<br/>l'énergie</b> | Programme 172 : 2,4      | <b>8,4</b>             | <b>16</b>             |
|                                                                                     | Programme 172 CNRS : 0,9 |                        |                       |
|                                                                                     | Programme 172 CEA : 2,5  |                        |                       |
|                                                                                     | Programme 187 BRGM : 1,8 |                        |                       |
|                                                                                     | <b>TOTAL ETAT : 7,6</b>  |                        |                       |

## Article 2.2 - Usages en faveur de l'efficacité énergétique

A travers une convention cadre ADEME, État, Région, déclinée annuellement, des actions sont menées dans les domaines de **l'efficacité énergétique**, du développement des **énergies renouvelables** et de la **lutte contre le changement climatique**. Il s'agit de convaincre, mobiliser, conseiller et aider à réaliser techniquement et financièrement les projets des collectivités, des entreprises et des particuliers, et contribuer ainsi à sensibiliser tous les acteurs et faire évoluer les comportements, y compris du grand public.

L'objectif majeur est **d'améliorer la qualité de l'environnement** et de **lutter contre le changement climatique** en **économisant les ressources énergétiques**, en **limitant les rejets** et en **valorisant les ressources locales** afin de contribuer au développement économique et social de la région et assurer ainsi son développement durable.

Pour développer ces priorités, les programmes suivants sont mis en œuvre :

### - Émergence de la demande

- Programme Utilisation Rationnelle de l'énergie et Haute Qualité Environnementale : les interventions pourront concerner l'aide à la décision, principalement les diagnostics thermiques.
  - Programme Sensibilisation, Espaces Information Énergie, Agences locales de l'Énergie, Communication : les interventions pourront concerner d'une part l'aide au fonctionnement des espaces information énergie destinés aux particuliers ou des Agences locales de l'Énergie destinées à offrir un service aux autres publics (collectivités, entreprises, associations...) et d'autre part les actions de sensibilisation, de communication et la réalisation des outils nécessaires à leur promotion régionale.
  - Programme Observatoire régional de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre : il s'agit de développer l'Observatoire régional de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre mis en place en 2008, de soutenir son fonctionnement, notamment via le financement des études et bilans, mais aussi des actions de communication, de sensibilisation et des outils correspondants.
  - Développement de nouveaux outils financiers à destination des particuliers, entreprises ou collectivités pour favoriser le développement des énergies renouvelables et la maîtrise de l'énergie.
- **Bâtiments durables** : rénovation thermique des bâtiments ou des logements à basse énergie et/ou énergie positive ou nulle. Les interventions pourront concerner l'aide à la décision et l'investissement sous forme d'appels à projets réguliers notamment.
- **Énergie renouvelable** : un effort particulier sera apporté au développement des principaux potentiels régionaux autour du bois énergie, du solaire et de la géothermie. Les interventions pourront concerner l'animation, l'aide à la décision et l'investissement.

| Article 2.2                                  | ÉTAT<br>(M€) | RÉGION<br>(M€) | TOTAL<br>(M€) |
|----------------------------------------------|--------------|----------------|---------------|
| Usages en faveur de l'efficacité énergétique | ADEME : 15   | 15             | 30            |

### **Article 2.3 - Circuits longs et circuits courts de valorisation de la biomasse agricole et forestière**

La région Centre est une grande région productrice de matières premières agricoles et forestières. Si l'agriculture occupe plus de la moitié du territoire régional, elle ne représente qu'une faible part de la valeur ajoutée régionale.

Le domaine des biocarburants de première et de seconde génération constitue ainsi un débouché intéressant pour les grandes cultures et la ressource forestière.

Ce développement en circuits longs ne pourra se faire que par un appui à la structuration de la filière (organisation des flux et des disponibilités en matières premières) et à l'ingénierie de projet. Le bilan énergétique et écologique de ces projets sera pris en compte.

Ce grand projet prévoit donc des soutiens à :

- la structuration de la filière,
- l'ingénierie de projet.

La mise en cohérence des actions autour de l'association Bio-énergie Centre sera encouragée afin de progresser dans les secteurs relatifs à la production de plantes à des fins énergétiques, à l'étude de nouveaux procédés de production, à la valorisation des co-produits.

Le bois énergie valorisé en circuit court est, avec le bois construction, un débouché essentiel de la filière forêt bois. La filière bois énergie doit être confortée en :

- aidant à sa structuration,
- soutenant les investissements des entreprises de récolte de bois avec production de plaquettes forestières.

| <b>Article 2.3</b>                                                                             | <b>ÉTAT (M€)</b>          | <b>RÉGION (M€)</b> | <b>TOTAL (M€)</b> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|--------------------|-------------------|
| <b>Circuits longs et circuits courts de valorisation de la biomasse agricole et forestière</b> | Programme 149 : 0,485     | <b>1,545</b>       | <b>3,09</b>       |
|                                                                                                | Programme 154 : 1,060     |                    |                   |
|                                                                                                | <b>TOTAL ETAT : 1,545</b> |                    |                   |

### **Article 2.4 - Actions collectives**

L'État et la Région souhaitent appuyer des programmes d'actions en faveur de l'innovation au bénéfice de groupes d'entreprises autour d'un projet ou d'un thème commun.

Ces actions collectives, pilotées par des organismes compétents et intéressés au développement économique, seront un moyen privilégié pour soutenir le développement de coopérations entre entreprises, mais aussi avec le monde de la recherche, notamment sur le pôle de compétitivité « Sciences et systèmes de l'énergie électrique » et pour la structuration d'un pôle autour de l'efficacité énergétique, des bioénergies et des énergies renouvelables.

| <b>Article 2.4</b>         | <b>ÉTAT (M€)</b> | <b>RÉGION (M€)</b> | <b>TOTAL (M€)</b> |
|----------------------------|------------------|--------------------|-------------------|
| <b>Actions collectives</b> | <b>1</b>         | <b>1</b>           | <b>2</b>          |

~~~~~

<b>Article 2 - Grand Projet Pôle d'efficacité énergétique</b>		
<b>ÉTAT (M€)</b>	<b>RÉGION (M€)</b>	<b>TOTAL (M€)</b>
<b>25,145</b>	<b>25,945</b>	<b>51,09</b>

### **Article 3 - GRAND PROJET PÔLE DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**

Ce Grand Projet permettra de renforcer les structures universitaires face aux mutations de la recherche en termes d'internationalisation, de développement des dispositifs d'appels d'offres (Europe, État par le biais de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) et des investissements d'avenir, Région), d'implication croissante des laboratoires dans les transferts de technologies. La constitution d'un PRES « Centre - Val de Loire Université » regroupant universités, écoles et centres hospitaliers, doit contribuer au renforcement de l'attractivité des pôles universitaires en améliorant les conditions de vie et de travail des étudiants.

Le pôle de recherche et d'enseignement supérieur « Centre - Val de Loire Université » doit jouer un rôle pilote dans cette évolution. Il constitue un socle permettant de coordonner et de mutualiser des outils utilisés pour la recherche, l'enseignement, la diffusion du savoir et du rôle culturel, social et économique de l'Université. Il doit également s'affirmer comme un acteur majeur de l'innovation, de la compétitivité et du développement culturel et social en relation étroite avec le monde des entreprises et de l'emploi dans une collaboration étroite avec tous les grands organismes de recherche nationaux présents sur le territoire régional (BRGM, CEA, CNRS, CEMAGREF, INSERM, INRA) ainsi qu'avec les centres hospitaliers régionaux d'Orléans et universitaire de Tours et les acteurs des régions voisines.

En ce qui concerne les constructions universitaires, étant donné que la démographie étudiante stagne ou diminue, sauf en médecine, les priorités portent sur la réhabilitation des constructions existantes pour les remettre au standard international, la construction ou l'extension de laboratoires de recherche, le développement de l'offre de soins et l'amélioration de la vie étudiante dans le domaine du logement et de la restauration.

~~~~~

#### ***Article 3.1 - Mise au standard international des constructions universitaires***

Réhabilitation, mise en sécurité de bâtiments universitaires et de recherche sur les Universités d'Orléans et Tours :

Sur l'Université d'Orléans, il est prévu :

- de réhabiliter la bibliothèque universitaire centrale, les amphithéâtres des sciences, le bâtiment Michel Royer, le bâtiment physique-chimie
- de réhabiliter l'Institut Universitaire de Technologie (2 et 3<sup>e</sup> phases) qui consiste à démolir les bâtiments type Pailleron et à les reconstruire
- d'abonder les opérations en cours pour les équipements : bibliothèque de droit et extension du centre culturel de la maison de l'étudiant
- les études de conception du futur campus en centre ville sur le site de l'hôpital Madeleine, l'aménagement des deux entrées Nord-Est et Sud du campus d'Orléans-La Source et l'aménagement du campus, notamment pour la sécurisation des circulations piétons
- l'extension de l'ENSI de Bourges dans la Salle d'Armes conformément aux décisions du CIADT du 26 mai 2003, la réhabilitation des bâtiments de l'IUT (laboratoires de recherche, GEA, GMP et amphithéâtres) ainsi que le transfert de la faculté de droit.

Sur l'Université de Tours, il est prévu :

- la restructuration de la bibliothèque universitaire des Tanneurs, la réhabilitation de l'IUT à Jean Luthier et du bâtiment J à Grandmont

- L'installation de la présidence et des services centraux de l'Université rue du plat d'étain (ancienne école de la logistique et du train)
- la réalisation des études préliminaires relatives à la restructuration du site des Tanneurs et à la reconstruction de Polytech Tours.

En outre, 1,01 millions d'euros sont réservés pour le financement d'études parmi lesquelles seront notamment considérées celles qui, portées par les écoles d'ingénieurs, ont été identifiées lors de la révision à mi-parcours.

### ***Article 3.2 - Construction/extension de laboratoires de recherche***

Sur l'Université d'Orléans, il est prévu :

- de réhabiliter les laboratoires de mathématiques (2<sup>e</sup> phase),
- l'aménagement du bâtiment prestigieux de Dupanloup pour en faire un campus de recherche en centre ville, et la réalisation de trois laboratoires respectivement banc moteur, plasmas lasers et molécules bio sur le campus d'Orléans-La Source,
- la réalisation d'un laboratoire (LEES) à l'IUT de Bourges,
- la réhabilitation du hall Darcy à Polytech et des serres à l'UFR de sciences.

Sur l'Université de Tours, il est prévu :

- la réalisation d'un laboratoire à l'IUT de Blois.

### ***Article 3.3 - Développement de l'offre de soins***

Sur l'Université de Tours, il est prévu :

- la réalisation des deux opérations engagées au CPER précédent : bibliothèque de médecine à Tonnellé et plateau technique de biologie à Grandmont,
- l'extension de la faculté de médecine suite à l'augmentation du numérus clausus,
- la réhabilitation du bâtiment Bretonneau sur le site Tonnellé.

### ***Article 3.4 - Amélioration de la vie étudiante***

Sur l'Université d'Orléans, il est prévu :

- la réhabilitation des logements étudiants des pavillons « Roses » et « Dahlias » à La Source, la construction de logements dans les antennes à Bourges et Châteauroux, la réalisation d'un restaurant universitaire à Bourges, l'équipement du restaurant universitaire de Chartres et la réalisation d'une étude sur l'organisation de la restauration universitaire à Orléans.

Sur l'Université de Tours, il est prévu :

- la mise en service d'un restaurant universitaire dans le quartier Chauveau (ancienne école de la logistique et du train).

|                | Opérations                                                  | Maîtrise d'ouvrage | Montant total * | Etat         | Région       | Département  | Com-mune     | Agglo       |
|----------------|-------------------------------------------------------------|--------------------|-----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| <b>3.1</b>     | <b>PRES : mise au standard international</b>                |                    |                 |              |              |              |              |             |
| <b>3.1.1</b>   | <b>Université d'Orléans.</b>                                |                    |                 |              |              |              |              |             |
| 3.1.1.1        | Réhabilitation BU centrale Orléans                          | Université         | 0,30            | 0,30         |              |              |              |             |
| 3.1.1.2        | Réhabilitation Géosciences Orléans                          |                    | 0,00            |              |              |              |              |             |
| 3.1.1.3/11     | IUT d'Orléans 2 et 3ème phases                              | CG 45              | 20,72           | 1,440        | 6,620        | 8,010        |              | 4,650       |
| 3.1.1.4        | Extension BU Droit à Orléans                                | Etat               | 0,40            | 0,40         |              |              |              |             |
| 3.1.1.5        | Extension centre culturel ME Orléans                        | Etat               | 0,60            | 0,60         |              |              |              |             |
| 3.1.1.6        | Réha amphis sciences Orléans                                |                    | 1,70            | 1,70         |              |              |              |             |
| 3.1.1.7        | Réha bât Michel Royer Orléans                               | Université         | 1,10            | 1,10         |              |              |              |             |
| 3.1.1.8        | Réha bat. physique-chimie à Orléans                         | Université         | 2,00            | 2,00         |              |              |              |             |
| 3.1.1.9        | Site Madeleine à Orléans                                    | Etat/vi. Orléans   | 2,00            | 0,60         |              |              | 1,40         |             |
| 3.1.1.10       | Entrées du campus d'Orléans                                 | à définir          | 0,70            | 0,70         |              |              |              |             |
| 3.1.1.12       | Sécurité circulations campus                                | université         | 1,40            | 1,40         |              |              |              |             |
| 3.1.1.13/14/15 | IUT de Bourges - réha GEA/GMP et amphis                     | université         | 4,30            | 2,30         |              | 0,70         | 1,30         |             |
| 3.1.1.16       | Faculté de Droit à Bourges                                  | ville Bourges      | 2,40            |              | 1,78         |              | 0,495        |             |
| 3.1.1.17       | Salle d'armes (dont extension de l'ENSIB)                   | CG 18              | 9,76            | 1,75         | 1,28         | 1,46         |              |             |
|                | <b>TOTAL</b>                                                |                    | <b>47,38</b>    | <b>14,29</b> | <b>9,678</b> | <b>10,17</b> | <b>3,195</b> | <b>4,65</b> |
| <b>3.1.2</b>   | <b>Université de Tours</b>                                  |                    |                 |              |              |              |              |             |
| 3.1.2.1        | Tanneurs restructuration BU                                 | université         | 5,00            | 5,00         |              |              |              |             |
| 3.1.2.2        | Jean Luthier IUT                                            | université         | 3,70            | 3,70         |              |              |              |             |
| 3.1.2.3        | Grandmont J                                                 | université         | 2,50            | 2,50         |              |              |              |             |
| 3.1.2.4        | Extension et restructuration E3I                            | Région             | 0,00            |              |              |              |              |             |
| 3.1.2.5        | Réhabilitation amphis des Tanneurs                          | université         | 0,00            |              |              |              |              |             |
|                | <b>Opérations nouvelles</b>                                 |                    |                 |              |              |              |              |             |
|                | Présidence Plat d'Etain (ELT)                               | université         | 12,32           | 2,00         | 1,68         |              |              | 3,22        |
|                | Polytech Tours                                              | université         | 0,30            | 0,30         |              |              |              |             |
|                | Restructuration des Tanneurs                                | université         | 0,20            | 0,20         |              |              |              |             |
|                | <b>TOTAL</b>                                                |                    | <b>24,02</b>    | <b>13,70</b> | <b>1,68</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>3,22</b> |
| <b>3.1.3</b>   | <b>Études</b>                                               |                    |                 |              |              |              |              |             |
|                | Etudes d'opérations ultérieures                             |                    | 1,01            | 1,01         |              |              |              |             |
|                | <b>TOTAL</b>                                                |                    | <b>1,01</b>     | <b>1,01</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b> |
| <b>3.2</b>     | <b>Construction extension de laboratoires de recherche.</b> |                    |                 |              |              |              |              |             |
| <b>3.2.1</b>   | <b>Université d'Orléans.</b>                                |                    |                 |              |              |              |              |             |
| 3.2.1.1        | Labos de maths Orléans : 2eme phase                         | université         | 0,98            | 0,98         |              |              |              |             |
| 3.2.1.2        | Campus en centre ville Dupanloup                            | ville d'Orléans    | 13,056          | 2,00         | 5,82         |              | 1,80         |             |
| 3.2.1.3        | Labo banc moteur à Orléans                                  | université         | 1,00            | 1,00         |              |              |              |             |
| 3.2.1.4        | Labo plasmas et/ou plasmas lasers                           | université         | 0,60            |              | 0,60         |              |              |             |
| 3.2.1.5        | Labo molécules bio à Orléans                                | Etat               | 0,75            | 0,25         |              | 0,50         |              |             |
| 3.2.1.6        | IUT de Bourges labo de recherche (LEES)                     | Etat               | 0,75            | 0,25         | 0,50         |              |              |             |
|                | <b>Opérations nouvelles</b>                                 |                    |                 |              |              |              |              |             |
|                | Polytech Orléans Hall Darcy                                 | université         | 0,80            | 0,80         |              |              |              |             |
|                | Serres à l'UFR Sciences                                     | université         | 0,50            | 0,50         |              |              |              |             |
|                | <b>TOTAL</b>                                                |                    | <b>18,436</b>   | <b>5,78</b>  | <b>6,92</b>  | <b>0,50</b>  | <b>1,80</b>  | <b>0,00</b> |
| <b>3.2.2</b>   | <b>Université de Tours</b>                                  |                    |                 |              |              |              |              |             |
| 3.2.2.1        | CESR                                                        |                    | 0,00            |              |              |              |              |             |
| 3.2.2.2        | Pôle Ville et Urbanisme : 2ème phase                        | Etat               | 0,00            |              |              |              |              |             |
| 3.2.2.3        | Laboratoire IUT à Blois                                     | Etat               | 1,00            | 0,30         | 0,35         | 0,175        | 0,175        |             |
|                | <b>TOTAL</b>                                                |                    | <b>1,00</b>     | <b>0,30</b>  | <b>0,35</b>  | <b>0,175</b> | <b>0,175</b> | <b>0,00</b> |

|              | Opérations                                 | Maîtrise d'ouvrage | Montant total * | Etat         | Région        | Département   | Commune      | Agglo        |
|--------------|--------------------------------------------|--------------------|-----------------|--------------|---------------|---------------|--------------|--------------|
| <b>3.3</b>   | <b>Offres de soins</b>                     |                    |                 |              |               |               |              |              |
|              | <b>Université de Tours</b>                 |                    |                 |              |               |               |              |              |
| 3.3.1        | BU médecine à Tours                        | Etat               | 4,90            | 3,47         | 1,43          |               |              |              |
| 3.3.2        | Plateau technique de bio à Tours           | Etat               | 5,28            | 2,28         |               | 3,00          |              |              |
| 3.3.3/5      | Extension médecine 1et 2ème phase La Riche | Etat               | 15,25           | 0,65         | 12,60         | 0,50          |              | 1,50         |
| 3.3.4        | Réhabilitation Bretonneau à Tours          | université         | 6,00            | 1,00         | 2,00          | 1,00          |              | 2,00         |
|              | <b>Opérations nouvelles</b>                |                    |                 |              |               |               |              |              |
|              |                                            |                    |                 |              |               |               |              |              |
|              | <b>TOTAL</b>                               |                    | <b>31,43</b>    | <b>7,40</b>  | <b>16,03</b>  | <b>4,50</b>   | <b>0,00</b>  | <b>3,50</b>  |
| <b>3.4</b>   | <b>Amélioration de la vie étudiante</b>    |                    |                 |              |               |               |              |              |
| <b>3.4.1</b> | <b>Université d'Orléans</b>                |                    |                 |              |               |               |              |              |
| 3.4.1.1      | RU à Chartres                              | Etat               | 0,50            |              | 0,34          | 0,08          |              | 0,08         |
| 3.4.1.2      | Réhabilitation logements La Source         | CROUS              | 3,00            | 3,00         |               |               |              |              |
| 3.4.1.3      | Logements étudiants à Dessaux              | Etat               | 0,00            | 0,00         |               |               |              |              |
| 3.4.1.4      | RU Dessaux agrandissement                  | Etat               | 0,00            | 0,00         |               |               |              |              |
| 3.4.1.5      | Logements à Châteauroux                    | CROUS              | 1,90            | 1,52         |               | 0,19          | 0,19         |              |
| 3.4.1.6      | Logements à Bourges                        | CROUS              | 2,30            | 1,50         |               | 0,30          |              | 0,50         |
| 3.4.1.7      | RU Lahitolle à Bourges                     | Etat               | 4,60            | 1,50         |               | 1,40          | 0,40         | 1,30         |
|              | <b>Opérations nouvelles</b>                |                    |                 |              |               |               |              |              |
|              | Restauration universitaire site d'Orléans  | CROUS              | 1,00            | 1,00         |               |               |              |              |
|              |                                            |                    |                 |              |               |               |              |              |
|              | <b>TOTAL</b>                               |                    | <b>13,30</b>    | <b>8,52</b>  | <b>0,34</b>   | <b>1,97</b>   | <b>0,59</b>  | <b>1,88</b>  |
| <b>3.4.2</b> | <b>Université de Tours</b>                 |                    |                 |              |               |               |              |              |
| 3.4.2.1      | RU et logements du Sanitas                 | Etat               | 0,00            | 0,00         |               |               |              |              |
| 3.4.2.2      | Logements à Tours 2ème phase               | Etat               | 0,00            | 0,00         |               |               |              |              |
| 3.4.2.3      | Logements à Tours 3ème phase               | ?                  | 0,00            | 0,00         |               |               |              |              |
|              | <b>Opérations nouvelles</b>                |                    | 0,00            |              |               |               |              |              |
|              | RU Chauveau (ELT)                          | CROUS              | 5,76            | 5,00         |               |               |              |              |
|              | <b>TOTAL</b>                               |                    | <b>5,76</b>     | <b>5,00</b>  | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>   | <b>0,00</b>  | <b>0,00</b>  |
|              | <b>TOTAL GENERAL</b>                       |                    | <b>142,336</b>  | <b>56,00</b> | <b>34,998</b> | <b>17,315</b> | <b>5,760</b> | <b>13,25</b> |

\* Les coûts non couverts par des crédits CPER ou par des crédits apportés par les cofinanceurs sont supportés par les maîtres d'ouvrage. Il appartiendra aux maîtres d'ouvrage de couvrir les surcoûts éventuels ou de rechercher les financements complémentaires pour ce faire.

opérations abandonnées pour tout ou partie

opérations abondées ou nouvelles

à confirmer avec les collectivités

### **Article 3.5 - Pôle de Recherche « Villes, Territoires et Civilisations »**

Ce pôle fédère plus d'une dizaine de laboratoires régionaux des domaines disciplinaires de l'économie, de la gestion, du droit, de la sociologie, de la géographie, de l'aménagement qui développent des activités très complémentaires autour du thème Villes et Territoires. Il bénéficie de la présence d'une maison des sciences de l'homme « Villes et Territoires » à Tours, reconnue centre européen pour les études urbaines. Les recherches sont développées dans les universités d'Orléans et de Tours avec le soutien du CNRS et se révèlent être d'importance stratégique dans le contexte économique et social actuel. Le pôle concerne l'objectif compétitivité du CPER mais il a de fortes implications dans l'objectif cohésion sociale.

Les études concernent plusieurs volets très complémentaires permettant d'embrasser un grand nombre de problématiques relevant des thèmes suivants :

- l'architecture, l'urbanisme, l'habitat,
- l'aménagement, les politiques territoriales, le développement social urbain, les dynamiques environnementales et le développement durable,
- le développement économique, l'attractivité et la compétitivité, la reconversion industrielle, l'innovation technologique,
- les mobilités des facteurs de production, les trajectoires spatiales et professionnelles,
- le rôle des institutions, le droit et les mécanismes de gouvernance.

Le volet Civilisations s'appuie sur les compétences du Centre d'Études Supérieures sur la Renaissance de Tours, structure de renommée internationale impliquée dans la numérisation des documents anciens pour constituer des bibliothèques virtuelles.

Sont éligibles à ce titre les opérations suivantes :

- Centre de documentation du CESR (Université de Tours, CNRS) ;
- CREVIT : Centre de ressources et d'expertise Villes et Territoires, (Université de Tours, Université d'Orléans, CNRS).

| <b>Article 3.5</b>                                                   | <b>ÉTAT<br/>(M€)</b>      | <b>RÉGION<br/>(M€)</b> | <b>TOTAL (M€)</b> |
|----------------------------------------------------------------------|---------------------------|------------------------|-------------------|
| <b>Pôle de Recherche « Ville,<br/>Territoires et Civilisations »</b> | Programme 150 : 1,0       | <b>1,4</b>             | <b>2,95</b>       |
|                                                                      | Programme 172 CNRS : 0,55 |                        |                   |
|                                                                      | <b>TOTAL ETAT : 1,55</b>  |                        |                   |

### **Article 3.6 - Pôle de Recherche des sciences du sol, du sous-sol et de l'eau**

Ce pôle s'appuie sur les compétences des établissements de Recherche régionaux des sciences de la Terre (BRGM, INRA, Universités d'Orléans et Tours, CEMAGREF) en partenariat avec les organismes publics de l'ONF, IFN et le commissariat général de l'environnement et du développement durable. Il a pour objet de développer un projet de recherches interdisciplinaires structurant et mutualisant sur la connaissance des ressources naturelles et sur le devenir à long terme. Ce pôle unique en France réunit recherche, enseignement supérieur et développement et peut s'appuyer sur plus de 280 chercheurs. Il apporte un appui essentiel au développement du pôle de compétitivité DREAM sur la thématique de l'eau et des milieux associés.

Il peut par ailleurs constituer une solide base d'appui en ressources de recherche pour le projet de recherche du Plan Loire Grandeur Nature inclus dans le CPER Centre. Ce projet, conduit en liaison avec l'Établissement Public Loire, a pour objet de mobiliser différentes opérations multidisciplinaires de recherche concernant la Loire et son bassin versant.

Sont éligibles à ce titre les opérations suivantes :

- RESONAT: observatoire des ressources naturelles: eau, sols, sous-sols, biodiversité (INRA, Orléans, BRGM, CEMAGREF, Université d'Orléans) ;
- Projet de recherche Plan Loire (EPL).

| Article 3.6                                                           | ÉTAT<br>(M€)                  | RÉGION<br>(M€) | TOTAL (M€) |
|-----------------------------------------------------------------------|-------------------------------|----------------|------------|
| <b>Pôle de Recherche des sciences du sol, du sous-sol et de l'eau</b> | Programme 150 : 0,5           | <b>2,8</b>     | <b>7,6</b> |
|                                                                       | Programme 172 : 1,8           |                |            |
|                                                                       | Programme 187 BRGM : 1,3      |                |            |
|                                                                       | Programme 187 INRA : 1,05     |                |            |
|                                                                       | Programme 187 CEMAGREF : 0,15 |                |            |
|                                                                       | <b>TOTAL ETAT : 4,8</b>       |                |            |

### *Article 3.7 - Projets d'intérêt régional*

Il s'agit de soutenir les projets de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle (CSTI) auprès d'un large public régional. L'État et la Région soutiennent les actions de l'association Centre Sciences, labellisée Centre de CSTI par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, en charge de l'organisation de la Fête de la Science, de l'association des Petits débrouillards du Centre et de la fédération régionale des Maisons des Jeunes et de la Culture.

Par ailleurs, l'État soutient une opération devant permettre de garantir le positionnement de la Station de Radioastronomie de Nançay dans les grands projets de radioastronomie du futur. Cette station, unique en son genre et d'intérêt majeur pour la radioastronomie nationale doit en effet assurer la pérennité de son fonctionnement en participant aux grands projets internationaux et doit en particulier pouvoir converser à très haut débit avec les autres centres mondiaux.

| Article 3.7                | ÉTAT<br>(M€)                       | RÉGION<br>(M€) | TOTAL<br>(M€) |
|----------------------------|------------------------------------|----------------|---------------|
| Projets d'intérêt régional | Programmes 172 et 186 : <b>1,7</b> | <b>1,6</b>     | <b>3,3</b>    |
|                            | <b>TOTAL ETAT : 1,7</b>            |                |               |

~~~~~

<b>Article 3 Grand Projet Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur</b>		
ÉTAT (M€)	RÉGION (M€)	TOTAL (M€)
<b>64,050</b>	<b>40,798</b>	<b>104,848</b>

# GRANDS PROJETS CONSOLIDANT LA COMPÉTITIVITÉ ET L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

---

## **Article 4 - GRAND PROJET COMPÉTITIVITÉ DES FILIÈRES AGRICOLES ET FORESTIÈRES**

La région Centre bénéficie d'une production agricole et forestière diversifiée et se positionne au premier rang au niveau européen pour les grandes cultures. Le grand projet, qui vise à améliorer la compétitivité des filières, se concentrera sur six objectifs prioritaires :

1. La structuration des opérateurs économiques,
2. Le soutien à l'innovation et au transfert technologique notamment par l'appui aux programmes d'expérimentation liés aux problématiques régionales,
3. Les investissements matériels dans les exploitations agricoles,
4. Le développement de l'agriculture biologique,
5. La modernisation des entreprises de travaux forestiers et de transformation du bois,
6. L'installation des jeunes, indispensable à la dynamique des filières.

~~~~~

### ***Article 4.1 - La structuration des opérateurs économiques en filières***

La structuration des opérateurs nécessite une importante mise en réseau des acteurs d'amont (production) et d'aval (distribution), quelle que soit la filière et particulièrement pour l'arboriculture, la viticulture et l'élevage. Le Contrat de projets s'attachera en priorité à financer ces opérations de mise en réseau, en mutualisant le plus possible les crédits. Il pourra financer les études préalables à la définition des stratégies d'adaptation au marché.

Il pourra soutenir des investissements matériels et immatériels du type appui technique amont et aval permettant aux acteurs de mieux répondre à la demande du marché et d'aider à l'adaptation des exploitations.

L'animation de ces programmes pourra être prise en charge avec une mutualisation entre filières des moyens disponibles.

Dans le secteur de l'agriculture biologique, un audit conduit en 2005 a particulièrement fait ressortir les potentialités de marché pour les filières organisées dans les secteurs du porc, des céréales et oléo-protéagineux, et des fruits et légumes. Le Contrat de projets financera des actions permettant notamment à ces secteurs de répondre à la demande en produits Bio.

### ***Article 4.2 - Les programmes d'expérimentation en lien avec les filières régionales***

La région Centre bénéficie d'un maillage de stations d'expérimentation et de réseaux de production de référence qui couvrent des domaines aussi divers que l'arboriculture, la viticulture, le maraîchage et l'horticulture, les semences, et l'élevage. L'un des enjeux de ce grand projet est :

- de soutenir les programmes répondant aux problématiques régionales,

- d'encourager les structurations en cours dans le secteur de l'expérimentation sur le maraîchage et l'horticulture.

#### ***Article 4.3 - L'investissement matériel dans les exploitations agricoles***

L'adaptation des filières aux contextes économique et environnemental passe par la modernisation des exploitations agricoles. Des programmes d'investissement seront donc soutenus, notamment au travers du Plan de Modernisation des Bâtiments d'Élevage, du Plan Végétal pour l'Environnement, du Plan de Performance Énergétique et des Contrats d'Appui au Projet d'Exploitation.

Les priorités de ces programmes devront être définies en fonction des enjeux de chacune des filières en matière de compétitivité et des problématiques environnementales et sociales dans le cadre d'un développement durable des territoires.

#### ***Article 4.4 - Le développement de l'agriculture biologique***

Le développement de l'agriculture biologique répond aussi à la nécessité d'améliorer l'impact des pratiques agricoles sur l'environnement. Les projets présentés par ce secteur s'inscrivent de manière prioritaire dans les articles précédents.

Un financement sera apporté par ailleurs sur les actions suivantes :

- veille économique,
- assistance aux nouveaux porteurs de projets de filières organisées,
- appui aux projets d'introduction de produits biologiques dans la restauration hors domicile,
- communication sur l'agriculture biologique,
- aide à la certification.

#### ***Article 4.5 - La modernisation des entreprises de travaux forestiers et de transformation du bois***

La compétitivité de la filière forêt bois passe par une meilleure exploitation et valorisation de la ressource forestière qui nécessitent un soutien aux investissements pour :

- l'amélioration de la desserte forestière,
- la mécanisation des entreprises de récolte du bois,
- la modernisation des scieries.

#### ***Article 4.6 - L'appui à l'installation des jeunes***

Ce programme est axé sur le maintien de l'emploi en milieu rural en favorisant l'installation et la transmission des exploitations. L'État et la Région se proposent de soutenir les actions suivantes :

- identifier les exploitations à céder en lien avec les besoins des filières et des territoires,
- accompagner les projets d'installation dans le but de favoriser leur insertion territoriale et leur réussite technico-économique,
- valoriser le métier d'agriculteur,
- développer la multifonctionnalité de l'agriculture au travers des projets d'installation.

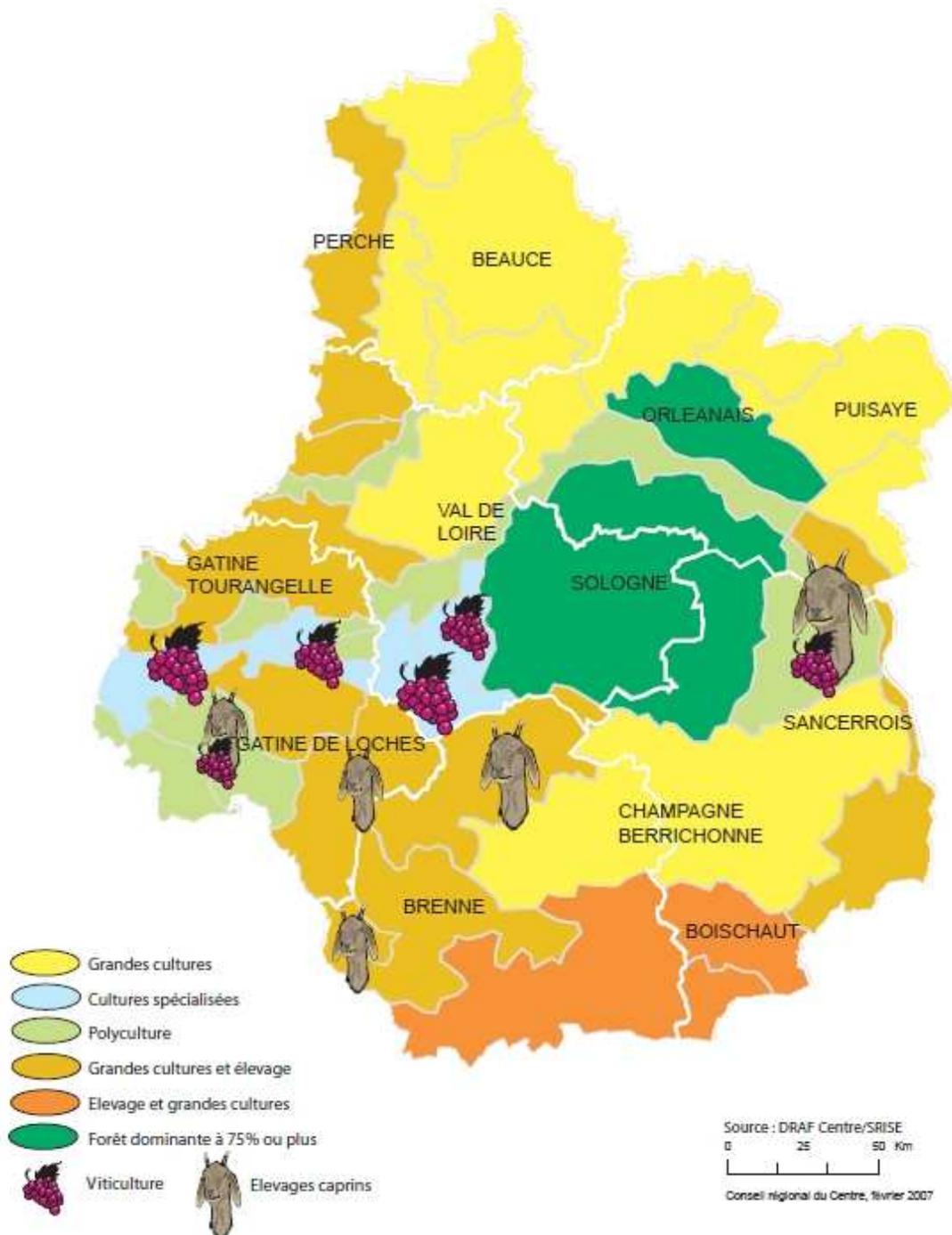
~~~~~

## Financement

<b>Article 4 Grand projet compétitivité des filières agricoles et forestières</b>			
	<b>ÉTAT</b>	<b>RÉGION</b>	<b>TOTAL</b>
<b>Article 4.1 - La structuration des opérateurs économiques en filières</b>	<b>4,101</b>	<b>10,131</b>	<b>14,232</b>
Programme 149	0,3		
FranceAgriMer	3,801		
<b>Article 4.2 - Les programmes d'expérimentation en lien avec les filières régionales</b>	<b>4,4</b>	<b>4,9</b>	<b>9,3</b>
FranceAgriMer	4,4		
<b>Article 4.3 - L'investissement matériel dans les exploitations agricoles</b>	<b>16,3</b>	<b>12</b>	<b>28,3</b>
Programme 154	13,3		
FranceAgriMer	3		
<b>Article 4.4 - Développer l'agriculture biologique</b>	<b>1,3</b>	<b>3,55</b>	<b>4,85</b>
Programme 154	0,6		
FranceAgriMer	0,7		
<b>Article 4.5 - La modernisation des entreprises de travaux forestiers et de transformation du bois</b>	<b>3,1</b>	<b>4,2</b>	<b>7,3</b>
Programme 149	3,1		
<b>Article 4.6 - Favoriser l'installation des jeunes</b>	<b>10,4</b>	<b>4,82</b>	<b>15,22</b>
Programme 154	10,4		
<b>TOTAL</b>	<b>39,601</b>	<b>39,601</b>	<b>79,2</b>

La participation de l'État se réalise à partir des programmes 149 (3,4M€), 154 (24,3M€) et des contributions de FranceAgriMer (11,901M€).

## Les productions agricoles de la région Centre par petites régions agricoles



## **Article 5 - GRAND PROJET GRANDS SITES CULTURELS**

Ce grand projet comprend deux axes prioritaires :

- la restauration et la valorisation de sites majeurs dans le domaine des monuments historiques et de l'archéologie, choisis sur le territoire de façon à équilibrer les flux touristiques entre l'axe ligérien et les départements non traversés par la Loire ;
- la réalisation d'équipements culturels de haut niveau, au rayonnement national, voire international.

~~~~~

### ***Article 5.1 - Restauration et valorisation des sites majeurs***

- La cathédrale de Chartres, inscrite au Patrimoine mondial de l'humanité, a gardé des décors exceptionnels actuellement non visibles. Un important programme de restauration intérieure doit lui permettre de retrouver un éclat digne de son classement. La valorisation de ce patrimoine tend à améliorer la qualité d'accueil des visiteurs, et de ce fait, à renforcer l'attractivité touristique du monument.
- Le domaine de Chaumont-sur-Loire juxtapose un château renaissance et le festival des parcs et jardins. Il s'agira de déployer un projet culturel et patrimonial afin de valoriser le patrimoine historique du château et amplifier, notamment sur le thème des parcs et jardins, les possibilités de création contemporaine, avec la volonté de conforter et de nourrir son rayonnement international. Le premier Centre International d'Art et de Nature entièrement voué à la relation entre la création artistique et le patrimoine naturel et culturel y verra le jour.
- Le programme d'édifices patrimoniaux : cinq édifices classés situés dans de petites communes, feront l'objet d'une indispensable restauration, dans le but notamment de diversifier l'offre de circuits touristiques dans la région :
  - o la Collégiale de Saint Satur dans le Cher,
  - o la Collégiale de Levroux dans l'Indre,
  - o la Collégiale de Candes-Saint-Martin dans l'Indre-et-Loire ,
  - o l'Abbaye de la Trinité à Vendôme dans le Loir-et-Cher,
  - o la Basilique Notre-Dame-de-Cléry dans le Loiret.
- Seront poursuivies la recherche et les actions de valorisation sur les sites archéologiques majeurs de la région : Drevant, Argentomagus, le Grand-Pressigny et Amboise...; parallèlement des actions d'envergure seront mises en œuvre pour mieux faire connaître au grand public les résultats de la recherche.

### ***Article 5.2 - Réalisation d'équipements culturels de haut niveau***

L'objectif est de doter la région d'équipements culturels de très haut niveau, au rayonnement national et international :

- Le Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC) sera transféré dans le bâtiment restauré des subsistances militaires à Orléans et verra ses réserves réinstallées ;

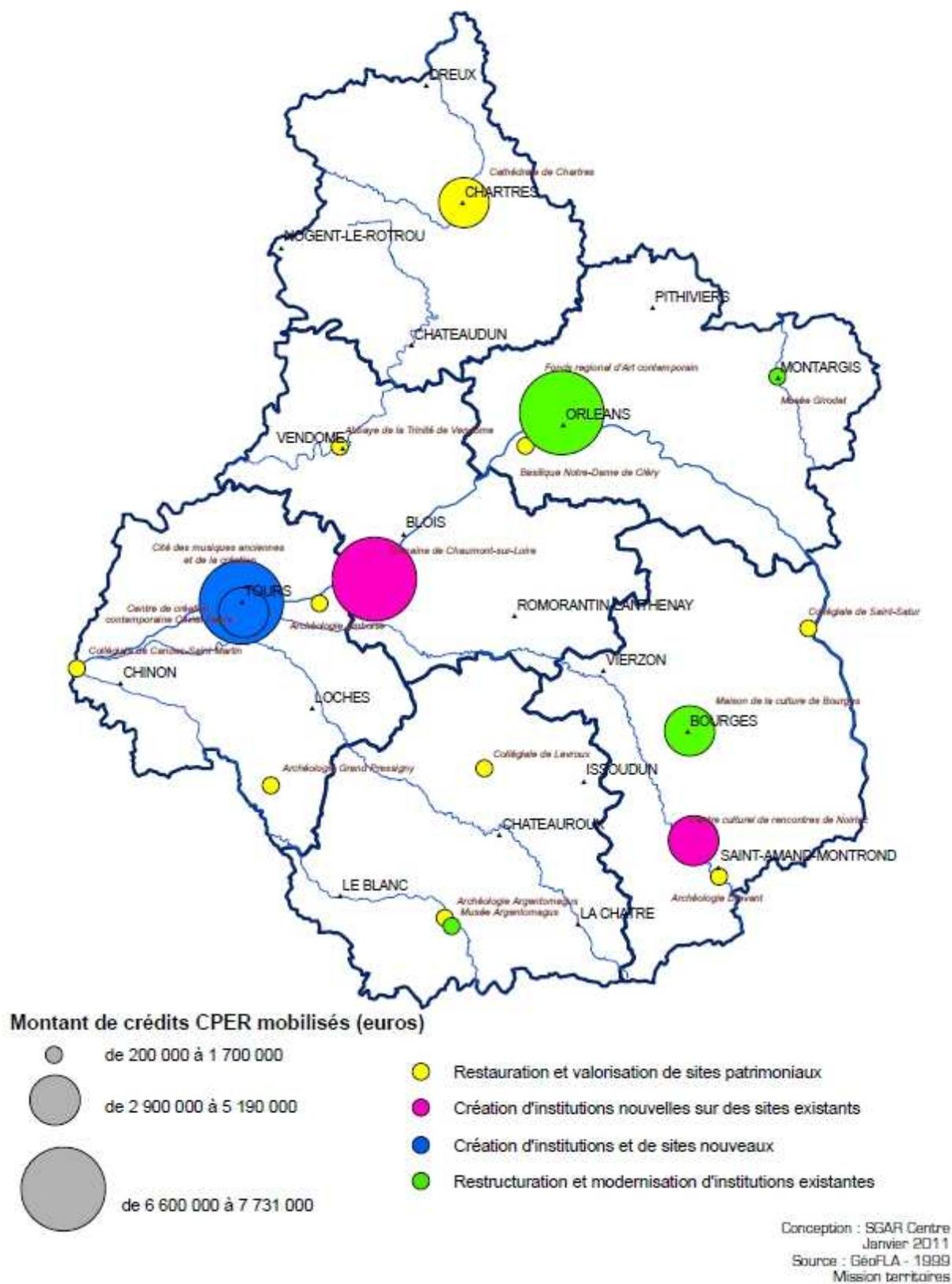
- La Cité des Musiques Anciennes et de la Création, qui sera créée à Tours, constituera un exemple unique en France d'un centre hébergeant plusieurs ensembles de musiques de différentes époques ;
- Le Centre de création contemporaine Olivier Debré sera créé en plein centre de Tours, sur le site actuel de l'école des beaux-arts, et permettra l'exposition permanente du fonds exceptionnel dédié à un artiste ligérien majeur ainsi qu'un espace consacré à la création contemporaine ;
- Les travaux de rénovation, d'équipement et d'extension de la Maison de la Culture de Bourges participent de la même volonté d'assurer à cette maison historique, la possibilité de s'inscrire dans des réseaux de création et d'accueil de spectacles de très haut niveau ;
- Le Centre culturel de rencontres de Noirlac (Cher), dans un monument historique de grande qualité situé en milieu rural, permettra de développer, en dehors de l'axe ligérien, un lieu de création et de rencontres sur le thème de l'écriture, notamment l'écriture musicale compte tenu d'un festival ancien et renommé à Noirlac.

~~~~~

Opérations	État	BOP État	Région	Total
<b>Article 5.1 Restauration et valorisation des sites majeurs</b>				
Cathédrale de Chartres	3 190 000	175	2 000 000	5 190 000
Domaine de Chaumont-sur-Loire	3 550 000	175	3 820 000	7 370 000
Programme "édifices patrimoniaux":				
Collégiale de Levroux	689 000	175	167 000	856 000
Basilique de Cléry St André	689 000	175	167 000	856 000
Collégiale de Saint Satur	1 239 000	175	167 000	1 406 000
Collégiale de Candes St-Martin	689 000	175	167 000	856 000
Abbaye de Vendôme	689 000	175	166 000	855 000
Musée de la soie			200 000	200 000
Archéologie : valorisation du résultat des recherches	417 000	175	417 000	834 000
Archéologie: grands sites	625 000	175	625 000	1 250 000
Mise en valeur du site d'Argentomagus	750 000	175	750 000	1 500 000
<b>Total article 5.1</b>	<b>12 527 000</b>		<b>8 646 000</b>	<b>21 173 000</b>
<b>Article 5.2 Réalisation d'équipements culturels de haut niveau</b>				
FRAC Subsistances	2 744 000	131	3 987 000	6 731 000
FRAC Réserves	500 000	131	500 000	1 000 000
CIMAC	3 000 000	131	3 600 000	6 600 000
Maison de la culture de Bourges	3 000 000	131	2 000 000	5 000 000
Centre culturel de rencontres de Noirlac	1 339 000	175	1 580 000	2 919 000
Musée Girodet	800 000	175	897 000	1 697 000
Centre de création contemporaine Olivier Debré	Volet territorial		2 700 000	2 700 000
<b>Total article 5.2</b>	<b>11 383 000</b>		<b>15 264 000</b>	<b>26 647 000</b>
<b>Total</b>	<b>23 910 000</b>		<b>23 910 000</b>	<b>47 820 000</b>

La participation de l'État se réalise à partir des programmes 131 (9,244M€) et 175 (14,666M€). 1,5M€ seront mobilisés sur le volet territorial pour le centre Olivier Debré.

## Grand projet - Grands sites culturels



## **Article 6 - Grand projet Mutations économiques et développement de l'emploi**

L'État et la Région partagent l'objectif commun de répondre aux évolutions du modèle de développement économique liées aux caractéristiques de l'emploi et des entreprises en région Centre. Ils conviennent de développer les politiques d'anticipation et d'accompagnement des mutations économiques de façon à renforcer les compétences des actifs, à saisir les opportunités de développement et contribuer ainsi à la cohésion sociale et territoriale.

En apportant un soutien aux acteurs dans les territoires, l'État et la Région renforceront la mise en place de dispositifs permettant, d'une part, d'appréhender les éléments de ces mutations, notamment par une capacité collective d'analyse et d'observation le plus en amont possible, et, d'autre part, d'apporter un appui aux actions d'ingénierie afin d'animer et de piloter les dispositifs de formation et les dispositifs d'accès à l'emploi.

A ces crédits peuvent s'ajouter les financements des Conseils généraux. Les autres collectivités territoriales pourront être associées au financement des actions ou opérations concernant leur territoire.

L'État et la Région chercheront à développer les complémentarités et la cohérence avec les interventions communautaires et notamment celles du Fonds Social Européen (FSE). Les crédits budgétaires inscrits au CPER pourront ainsi être mobilisés au titre du cofinancement FSE.

~~~~~

### ***Article 6.1 - Accompagnement des mutations économiques***

Les mutations économiques, sociales et démographiques doivent être anticipées et accompagnées.

Le GIP ALFA-CENTRE, au travers de ses différents pôles, et l'ARACT constitueront les dispositifs centraux grâce auxquels seront réalisés un développement de l'ingénierie collective et un système de veille régionale.

Pour répondre à ces objectifs, le contrat de projets État-Région apportera son concours :

- A la réalisation d'actions concertées portant notamment sur l'évolution des ressources humaines des filières, secteurs d'activités ou territoires ;
- Aux actions favorisant l'anticipation et la gestion des mutations sous l'angle des évolutions organisationnelles et démographiques, en portant une attention toute particulière à la gestion des âges et aux démarches territoriales ;
- A la capitalisation des pratiques et des outils permettant le déploiement d'une offre d'interventions cohérentes dans les territoires.

Dans le cadre de la sécurisation des parcours professionnels des salariés, des demandeurs d'emplois et des personnes sous contrats aidés, la Région souhaite mobiliser ses financements CPER au titre du dispositif CCP (Contrat de Continuité Professionnelle). Il s'agit d'appuyer les opérations mutipartenariales, notamment à l'échelle des territoires, dont l'objectif est de sécuriser les parcours professionnels des salariés (salariés fragilisés, précaires ou menacés de licenciement) et demandeurs d'emplois.

En outre l'État coordonnera les politiques d'investissement à destination des centres de l'AFPA.

Les actions conduites viseront à :

- Améliorer l'accès à la formation et à la qualification des personnes de tous âges privées d'emploi grâce à la modernisation des équipements et des dispositifs de formation de l'AFPA et à leur adaptation aux besoins économiques et sociaux ;
- Améliorer le cadre de vie des personnes accueillies et formées par l'AFPA par la rénovation des hébergements et des lieux de restauration ;
- L'amélioration des équipements collectifs : foyers et équipements sportifs.

| <b>Article 6.1</b>                              | <b>ÉTAT<br/>(M€)</b> | <b>RÉGION<br/>(M€)</b> | <b>TOTAL<br/>(M€)</b> |
|-------------------------------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------|
| <b>Accompagnement des mutations économiques</b> | <b>11,2743</b>       | <b>10,8</b>            | <b>22,0743</b>        |

### ***Article 6.2 - Développement des capacités de création de nouvelles activités***

Un appui au développement des capacités des entreprises, des associations et des actifs, à créer et consolider de nouvelles activités sera apporté, en particulier à travers des dispositifs ou structures de soutien et d'accompagnement à la création et au développement de projets. Le développement de l'emploi et de l'activité, notamment par la création et la reprise d'entreprises, sera soutenu par un appui aux actions coordonnées dans les territoires et notamment ceux s'inscrivant dans les dynamiques des maisons de l'emploi et des politiques de pays.

De façon à enrichir le potentiel de développement des entreprises et des associations, à conforter les emplois existants et afin de permettre l'accès à l'emploi des jeunes et des personnes qui en sont le plus éloignées, un appui ponctuel sera apporté aux dispositifs et structures d'ingénieries collectives favorisant :

- Le repérage de projets porteurs potentiellement de développement et d'emplois directs ou induits pour les entreprises et les associations ;
- La mobilisation d'un accompagnement adapté et d'une force d'expertise et de conseils.

| <b>Article 6.2</b>                                                    | <b>ÉTAT<br/>(M€)</b> | <b>RÉGION<br/>(M€)</b> | <b>TOTAL<br/>(M€)</b> |
|-----------------------------------------------------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------|
| <b>Développement des capacités de création de nouvelles activités</b> | <b>3</b>             | <b>3</b>               | <b>6</b>              |

### ***Article 6.3 - Développement et valorisation des compétences des personnes en ZUS (zones urbaines sensibles)***

Le développement et la valorisation des compétences des personnes en ZUS seront soutenus en termes d'ingénierie pour favoriser la cohésion sociale et lutter contre les discriminations.

Afin de maintenir les capacités et les compétences des personnes habitant les zones urbaines sensibles et de réduire les risques de discrimination, il sera mis en place un soutien aux actions permettant de mieux repérer et de favoriser les potentiels existants ainsi que leur valorisation auprès des chefs d'entreprises et des acteurs intermédiaires concourant à la relation entre les uns et les autres.

Les dispositifs nouveaux, s'inspirant des démarches de parrainage et de tutorat ouvrant les portes des entreprises et permettant un contact direct entre les personnes et les entreprises, seront soutenus par les signataires.

Il sera recherché une capitalisation et un transfert de l'expérience, ainsi acquise, afin de permettre l'intégration de ces démarches dans l'action commune et dans les territoires.

Dans le cadre de cet article, La Région mobilisera des crédits CPER en faveur des CREQ (Contrats Régionaux pour l'Emploi et la Qualification) mis en œuvre en faveur des bénéficiaires habitants en ZUS repérés. Ces contrats consistent à l'accompagnement renforcé de jeunes de 16 à 25 ans n'ayant obtenu aucun diplôme de qualification professionnelle de niveau V. Il est d'une durée maximale de 24 mois. Il a pour objectif la détermination d'un parcours individualisé amenant le jeune jusqu'à la qualification et l'emploi, y compris en s'appuyant si besoin sur la mobilisation de prestations associées (hébergement, restauration et visite médicale d'aptitude).

| <b>Article 6.3</b>                                                        | <b>ÉTAT<br/>(M€)</b> | <b>RÉGION<br/>(M€)</b> | <b>TOTAL<br/>(M€)</b> |
|---------------------------------------------------------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------|
| <b>Développement et valorisation des compétences des personnes en ZUS</b> | <b>0,8</b>           | <b>1,8</b>             | <b>2,6</b>            |

#### ***Article 6.4 - Validation des acquis de l'expérience***

L'accès des publics ayant un premier niveau de qualification à la formation et à la validation de leurs compétences sera développé par des actions coordonnées, collectives et volontaires.

La validation des acquis de l'expérience constitue un élément clé de la formation tout au long de la vie car elle permet d'acquérir une qualification reconnue.

Même si des initiatives ont été prises pour mettre en place un dispositif d'information – orientation, d'appui et d'accompagnement, il convient de le développer pour des publics et des profils cibles.

Par ailleurs, la validation des acquis de l'expérience doit devenir une composante de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

Pour répondre à ces finalités, le contrat de projets État-Région sera mobilisé, le plus souvent possible en complément de financements du FSE, pour :

- Développer l'activité de validation des acquis de l'expérience à destination de publics cibles : bas niveaux des qualifications, salariés des PME et des TPE, salariés en deuxième partie de carrière, personnes en situation professionnelle précaire,
- Développer une offre de formations complémentaires et individualisées nécessaires à l'acquisition d'une certification reconnue,

- Dépasser l'approche individuelle des acquis de l'expérience pour l'intégrer dans les stratégies collectives des branches et des entreprises.

| <b>Article 6.4</b>                           | <b>ÉTAT<br/>(M€)</b> | <b>RÉGION<br/>(M€)</b> | <b>TOTAL<br/>(M€)</b> |
|----------------------------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------|
| <b>Validation des acquis de l'expérience</b> | <b>1,3257</b>        | <b>0,8</b>             | <b>2,1257</b>         |

~~~~~

<b>Article 6 Grand projet Mutations économiques et développement de l'emploi</b>		
<b>ÉTAT (M€)</b>	<b>RÉGION (M€)</b>	<b>TOTAL (M€)</b>
<b>16,4</b>	<b>16,4</b>	<b>32,8</b>

Les deux grands projets ferroviaires : « Déplacement de voyageurs » et « Développement du fret ferroviaire » soutiennent des objectifs communs :

- améliorer la desserte du territoire régional, pour assurer sa compétitivité et renforcer sa cohésion ;
- favoriser la complémentarité et le rééquilibrage entre les différents modes de transport, dans un objectif de développement durable.

Il s'agit de développer et moderniser les infrastructures utilisées par le mode ferroviaire, qui offre les meilleures performances environnementales pour le transport de voyageurs et de marchandises (efficacité énergétique et limitation des nuisances).

~~~~~

## **Article 7 - GRAND PROJET DÉPLACEMENT DE VOYAGEURS**

L'objectif de ce grand projet est de répondre à une demande croissante de mobilité locale, régionale et interrégionale, en recourant à des modes de transport qui limitent les impacts négatifs sur l'environnement.

### ***Article 7.1 - Modernisation de la ligne Dourdan - La Membrolle***

La ligne à voie unique Dourdan-La Membrolle assure une double fonction de liaison entre l'Île-de-France et l'Eure-et-Loir, et de desserte régionale depuis l'étoile ferroviaire de Tours. Des travaux ciblés de régénération (remise à niveau de la voie : rail, traverses, ballast) et de modernisation (amélioration des performances initiales de la voie) doivent permettre de rétablir l'attractivité du mode ferroviaire sur cette relation et d'augmenter la vitesse autorisée sur certaines sections.

RFF participe au financement de cette opération à hauteur de 8,4M€. Par ailleurs, 11,5M€ ont également été investis par RFF au titre du plan de renouvellement du réseau ferré national sur la section nord de la ligne.

| <b>Article 7.1</b>                                        | <b>ÉTAT<br/>(M€)</b> | <b>RÉGION<br/>(M€)</b> | <b>TOTAL (M€)</b> |
|-----------------------------------------------------------|----------------------|------------------------|-------------------|
| <b>Modernisation de la ligne<br/>Dourdan-La Membrolle</b> | <b>18,5274</b>       | <b>17,1</b>            | <b>35,6274</b>    |

### ***Article 7.2 - Développement des réseaux de TCSP dans les grandes agglomérations***

Les transports collectifs urbains en site propre sont éligibles au Contrat de projets dans la mesure où ils permettent la desserte des quartiers d'habitats collectifs denses. Les TCSP concourent, au même titre que les réseaux interurbains, au développement d'une offre de transport alternative, complémentaire au mode routier. Une contribution sera apportée aux travaux d'infrastructure de la deuxième ligne de tramway de l'agglomération orléanaise, et de la première ligne de tramway de l'agglomération tourangelle.

| <b>Article 7.2</b>                                                           | <b>ÉTAT<br/>(M€)</b> | <b>RÉGION<br/>(M€)</b> | <b>TOTAL<br/>(M€)</b> |
|------------------------------------------------------------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------|
| <b>Développement des réseaux de TCSP<br/>dans les grandes agglomérations</b> | <b>20</b>            | <b>20</b>              | <b>40</b>             |

### **Article 7.3 - Modernisation de la ligne POLT**

Le CIADT du 18 décembre 2003 a décidé la réalisation de plusieurs opérations de modernisation de la ligne POLT, Paris-Orléans-Limoges-Toulouse, devant permettre d'améliorer la vitesse des trains et la sécurité. La suppression de passages à niveau dans l'Indre est prévue dans le cadre de ce programme.

| <b>Article 7.3</b>                    | <b>ÉTAT<br/>(M€)</b> | <b>RÉGION<br/>(M€)</b> | <b>TOTAL (M€)</b> |
|---------------------------------------|----------------------|------------------------|-------------------|
| <b>Modernisation de la ligne POLT</b> | <b>5,5</b>           | <b>5,5</b>             | <b>11</b>         |

### **Article 7.4 - Chartres-Orléans, réouverture au trafic voyageurs**

S'agissant de la section Chartres-Voves, des travaux de remise à niveau au titre du développement du fret ferroviaire de proximité sont prévus (cf. article 8.2). Le programme prévoit les investissements nécessaires pour permettre une réouverture au trafic voyageurs.

| <b>Article 7.4</b>                                     | <b>ÉTAT<br/>(M€)</b> | <b>RÉGION<br/>(M€)</b> | <b>TOTAL (M€)</b> |
|--------------------------------------------------------|----------------------|------------------------|-------------------|
| <b>Chartres-Voves, réouverture au trafic voyageurs</b> | <b>0</b>             | <b>28</b>              | <b>28</b>         |

### **Article 7.5 - Commande centralisée Tours-Chinon**

Il s'agit de moderniser les conditions d'exploitation de cette ligne qui dessert un bassin de vie significatif dans le périurbain ouest de Tours pour permettre de créer des dessertes supplémentaires.

La régénération dans laquelle RFF s'est engagée sera une condition de réalisation de cette opération. Une remise en état de la voie est indispensable pour pérenniser l'infrastructure et donner toute sa signification à la modernisation.

RFF participe au financement de cette opération à hauteur de 3 M€.

| <b>Article 7.5</b>                           | <b>ÉTAT<br/>(M€)</b> | <b>RÉGION<br/>(M€)</b> | <b>TOTAL<br/>(M€)</b> |
|----------------------------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------|
| <b>Commande centralisée<br/>Tours-Chinon</b> | <b>1</b>             | <b>12</b>              | <b>13</b>             |

### **Article 7.6 - Études péri-urbaines : Tours-Loches, Orléans-Châteauneuf...**

Les agglomérations de Tours et d'Orléans dont les espaces péri-urbains connaissent une forte croissance démographique, seront dotées d'étoiles ferroviaires. L'utilisation accrue par des trains voyageurs nécessite des adaptations pour développer le report modal sur le ferroviaire, conformément aux objectifs d'une politique de développement durable.

Ce développement de l'utilisation du ferroviaire dans les déplacements centre-périphérie, passe par une modernisation des conditions d'exploitation, voire la réouverture aux trafics voyageurs.

Il est proposé d'inscrire des crédits pour financer notamment les études préalables à la réalisation de la commande centralisée Tours-Loches et la réouverture au trafic voyageurs sur l'axe Orléans-Châteauneuf-Montargis.

| <b>Article 7.6</b>                                                   | <b>ÉTAT<br/>(M€)</b> | <b>RÉGION<br/>(M€)</b> | <b>TOTAL<br/>(M€)</b> |
|----------------------------------------------------------------------|----------------------|------------------------|-----------------------|
| <b>Études péri-urbaines Tours-Loches,<br/>Orléans-Châteauneuf...</b> | <b>0</b>             | <b>4</b>               | <b>4</b>              |

~~~~~

# Projets ferroviaires du CPER 2007-2013 en région Centre



- opérations inscrites au CPER 2007-2013 : grand projet voyageurs
- opérations inscrites au CPER 2007-2013 : grand projet fret
- \* périmètre des études en cours relatives à la remise à niveau des lignes fret  
*Remarque : le périmètre effectif des travaux est susceptible d'être différent.*

Source : ©DREAL Centre  
©IGN - BD-Carte®  
mars 2011

## **Article 8 - GRAND PROJET DÉVELOPPEMENT DU FRET FERROVIAIRE**

Le développement du fret ferroviaire est un des enjeux majeurs de développement économique de la région Centre avec la création d'une **ouverture internationale** et de débouchés pour les productions céréalières, industrielles et forestières régionales. Dans une perspective de redynamisation du fret ferroviaire, la modernisation et la remise à niveau de l'infrastructure existante ainsi que la mise en place de plates-formes intermodales rail-route sont nécessaires. Ce grand projet, qui s'inscrit dans la continuité de l'action engagée dans le précédent Contrat de Plan, a par ailleurs un impact sur le **report modal**, et contribue au respect des engagements de Kyoto et du Grenelle de l'environnement.

### **Article 8.1 - Poursuite de la modernisation de la transversale Nantes-Lyon**

La transversale Nantes-Lyon passant par Tours, Vierzon et Bourges constitue l'itinéraire le plus direct entre la façade atlantique et le sud-est et présente une alternative aux liaisons radiales passant par l'Île-de-France. Sa modernisation constitue un enjeu majeur pour le transport de voyageurs et pour le développement du fret ferroviaire d'échange et de transit en région Centre. L'électrification de la section Tours-Vierzon, engagée dans le cadre du CPER 2000-2006, s'achèvera dans le CPER 2007-2013 avec un financement de l'État inscrit dans le tableau ci-dessous. Le programme 2007-2013 prévoit également l'électrification de la section Bourges-Saincaize qui offrira une continuité en traction électrique de Nantes et Saint-Nazaire à Saint-Germain-des-Fossés.

Pour mémoire, 10,5M€ de FEDER sont prévus pour cet article.

<b>Article 8.1</b>	<b>ÉTAT (M€)</b>	<b>RÉGION (M€)</b>	<b>TOTAL (M€)</b>
Électrification Tours-Vierzon (3e tranche) pour ordre	12,37	0	12,37
Électrification Bourges-Saincaize	24,9726	40,9	65,8726
<b>TOTAL</b>	<b>37,3426</b>	<b>40,9</b>	<b>78,2426</b>

### **Article 8.2 - Remise à niveau des lignes permettant le développement du fret ferroviaire de proximité**

Le fret ferroviaire de **proximité**, irriguant le territoire régional et générant du trafic sur les grands axes, est pénalisé par le mauvais état de certaines lignes à voie unique. Pour favoriser l'implantation de nouveaux services ferroviaires fret de proximité en région Centre, il est prévu de remettre à niveau la voie et les équipements de plusieurs lignes présentant un fort potentiel de développement du mode ferroviaire, notamment pour le transport des céréales (Orléans-Chartres évalué à 10 M€ répartis à parité entre l'État et la Région), et sur d'autres lignes pouvant générer des trafics plus composites. Un enjeu de cette opération est de favoriser le report modal des transports routiers vers les transports ferroviaires de proximité.

Pour mémoire, 7,5 M€ de FEDER sont prévus pour cet article.

Article 8.2	ÉTAT (M€)	RÉGION (M€)	TOTAL (M€)
<b>Remise à niveau des lignes permettant le développement du fret ferroviaire de proximité</b>	<b>9</b> Dont fret Chartres-Orléans pour 5M€	<b>13,5</b> Dont fret Chartres-Orléans pour 5M€	<b>22,5</b>

*Article 8.3 - Création d'un service d'autoroute ferroviaire*

L'État propose la création d'un service d'autoroute ferroviaire entre l'Île-de-France et l'Espagne. Ce nouveau service expérimental vise au transfert d'une partie du trafic de poids lourds vers le fer sur l'axe Paris-Tours. La solution technique envisagée nécessite l'adaptation du gabarit de la ligne Paris – Hendaye. Une plate-forme de transbordement sera localisée en région Centre ou en région Île-de-France.

Article 8.3	ÉTAT (M€)	RÉGION (M€)	TOTAL (M€)
<b>Création d'un service d'autoroute ferroviaire</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>7</b>

+10M€ part État si la plate-forme de transbordement est localisée en région Centre, abondée à concurrence de 10M€ par la Région.

~~~~~

| <b>Article 8 Grand projet Développement du fret ferroviaire</b> |                |                 |
|-----------------------------------------------------------------|----------------|-----------------|
| ÉTAT<br>(M€)                                                    | RÉGION<br>(M€) | TOTAL<br>(M€)   |
| <b>52,3426*</b><br><b>(dont 12,370 inscrits pour ordre)</b>     | <b>55,4</b>    | <b>107,7426</b> |

Pour sa part, l'État souhaite pouvoir engager des études d'opportunités sur de nouveaux ouvrages permettant d'améliorer la desserte nationale ou régionale en région Centre.

## VOLET TERRITORIAL

---

Le volet territorial du Contrat de projets constitue l'outil de développement de l'État et de la Région pour concrétiser une démarche concertée avec les différents territoires de projet de la région Centre.

Les évolutions démographiques, les mutations économiques et industrielles comme les nouveaux modes de vie constatés ou susceptibles de se développer au cours de la période 2007 – 2013 exigent une nouvelle adaptation des territoires afin d'améliorer leur attractivité et le développement de leur compétitivité.

L'objectif du volet territorial est de fédérer les acteurs pour faire émerger des projets structurants tout en portant un soutien particulier aux territoires les plus fragilisés.

Il comporte huit axes d'intervention au service des territoires, répondant à des enjeux régionaux. Ils correspondent pour certains à la déclinaison d'une politique impulsée au niveau régional et, pour d'autres, au soutien à des initiatives locales, situées dans des zones prioritaires, qui bénéficieront ainsi de la solidarité régionale :

### **- Le Fonds Régional d'Aide au Conseil pour l'ingénierie des Territoires (FRAC Territoires)**

Il permet de financer des études stratégiques d'opportunité, de faisabilité économique ou d'impact pour des projets novateurs. Il peut être également mobilisé pour l'élaboration des Agendas 21 et l'animation des démarches de coopération territoriale ;

Sont éligibles : l'État, la Région, les Départements, les intercommunalités, les communes (uniquement dans le cadre d'une réflexion sur une démarche ou un équipement de dimension intercommunale ou pour les études préalables à la mise en œuvre d'un Agenda 21 local), les associations.

- le taux d'intervention maximum est de 80 % d'un coût plafonné à 50 000 €, ce plafond pouvant être doublé pour des études stratégiques d'intérêt supra-départemental.
- le taux d'intervention maximum est de 50 % pour l'ingénierie et l'animation de démarches de coopération territoriale

### **- Le Fonds Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)**

Les priorités en matière d'aménagement numérique s'articulent autour du soutien aux usages et aux infrastructures de télécommunication.

Les actions mutualisées proposées par le groupement d'intérêt public RECIA dans le domaine du numérique doivent être soutenues et renforcées. En complément, le déploiement du très haut débit et la montée en débit des réseaux doivent être lancés sans attendre dans tous les territoires de la région. Ils seront complétés par un soutien au « vrai » haut débit pour les territoires insuffisamment desservis. Enfin, le soutien à l'évolution et au développement des usages en direction des particuliers et des entreprises doit contribuer à valoriser l'apport des TIC dans l'économie locale.

A ces fins, le fonds TIC est conforté pour :

- structurer et pérenniser au niveau régional le pôle de compétences TIC constitué autour du GIP RECIA: En mutualisant des plates-formes techniques et en fédérant différents partenaires autour de projets communs, le GIP RECIA met à disposition des compétences,

propose une ingénierie de conseil et initie de nouveaux projets au profit de l'ensemble des territoires et des acteurs régionaux (réseau régional haut débit, plate-forme de télémaintenance, observatoire des TIC, géomatique...).

- soutenir les infrastructures de télécommunication afin de réduire la fracture numérique entre les territoires, à travers l'appui à la résorption des zones blanches haut débit et téléphonie mobile ;
- accompagner le déploiement du très haut débit et la montée en débit dans le respect des préconisations de la stratégie de cohérence régionale d'aménagement numérique et des schémas directeurs départementaux d'aménagement numérique ;
- soutenir l'évolution des usages TIC dans quatre secteurs prioritaires :
  - les établissements d'enseignement : service d'accès, plate-forme régionale, environnements numériques de travail (ENT) ;
  - la santé : contribuer à diminuer les conséquences négatives de la faible démographie médicale par une nouvelle offre de services ;
  - les particuliers : lever les freins au développement généralisé des usages des TIC auprès du grand public (coût et formation) par la densification et le développement des points d'accès aux publics (EPN...) , fédérés, après recensement, autour d'un label commun ;
  - les entreprises, notamment les TPE et les PME : ce thème recouvrira l'ensemble des domaines nécessaires à la maîtrise de cette appropriation (infrastructures où seront constatées des insuffisances de réseaux, animations collectives, développement des fonctionnalités, formation,...).

### **- Le Fonds Santé Solidarité**

Il permet de participer au financement d'opérations d'investissement visant à répondre aux besoins des personnes handicapées et des personnes âgées très dépendantes, notamment par la reconversion de structures hospitalières, en articulation notamment avec le programme régional et interdépartemental d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC). En région Centre, le choix a été fait en concertation avec les Conseils généraux de privilégier les structures d'hébergement de personnes âgées afin d'agir sur le niveau des prix de journée supportés par les usagers.

La répartition de l'enveloppe par département, calculée à partir du ratio population de + 85 ans/Population totale départementale, est la suivante :

|                  |              |
|------------------|--------------|
| Cher :           | 3 720 300 €  |
| Eure-et-Loir :   | 2 866 700 €  |
| Indre :          | 4 412 800 €  |
| Indre-et-Loire : | 3 462 600 €  |
| Loir-et-Cher :   | 4 010 200 €  |
| Loiret :         | 2 963 400 €  |
| Total :          | 21 436 000 € |

La Région Centre participe au financement des opérations situées à l'intérieur du sud régional et prioritairement pour celles proposées par les départements du Cher et de l'Indre. L'État finance les opérations proposées dans les deux autres espaces.

Les opérations sont financées sur la base d'un montant de travaux de 75 000 € TTC par lit et à hauteur de 35 % pour les projets financés par la Région et à hauteur de 30 % pour les projets financés par l'État. La part de l'État est financée, à partir de 2009, via la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA). En effet, cette caisse gère aussi un plan d'aide à l'investissement, intégrant les objectifs de modernisation et développement des établissements et services pour personnes âgées dépendantes et pour personnes handicapées.

Ces opérations disposent a minima du label Haute Performance Énergétique pour les opérations de construction ou d'un niveau de performance énergétique équivalent à l'étiquette énergie de classe D pour les opérations de réhabilitation.

### **- Le Fonds Espaces Naturels**

Il permet de réaliser, à l'échelle régionale un travail d'observation, d'information, de connaissance et de conservation des espaces naturels et des paysages.

Dans ce cadre sont financés, la valorisation du patrimoine naturel régional via l'observatoire des milieux naturels qui est porté par l'Ecopôle, la mission d'expertise sur la Sologne ainsi que le Conservatoire du Patrimoine Naturel de la Région Centre. Des opérations plus ciblées peuvent être également financées telles que les actions paysagères sur des sites remarquables, la connaissance, la valorisation et la gestion de sites à hautes valeurs naturelles.

Une convention cadre est établie avec le Conservatoire du Patrimoine Naturel de la Région Centre afin de définir les modalités d'accompagnement de ses missions. Des conventions annuelles précisent les programmes retenus ainsi que les participations afférentes de l'État et de la Région Centre.

### **- La préservation de l'environnement, de la ressource en eau, la valorisation du patrimoine naturel et des paysages**

La région Centre possède un riche patrimoine naturel et paysager. Son développement économique et social ne peut s'envisager que dans une logique de développement durable. Aussi, le patrimoine naturel et paysager doit faire l'objet d'une véritable politique de valorisation territoriale.

En complément des actions menées à l'échelle régionale pour l'observation, l'information, la connaissance et la conservation, il est utile que les actions complémentaires liées à la gestion et à la préservation du patrimoine naturel et paysager trouvent leur déclinaison sur des secteurs clairement identifiés (espaces remarquables). A ce titre les Parcs Naturels Régionaux continuent d'être soutenus.

A travers une convention cadre ADEME, État, Région, déclinée annuellement, des actions et animations de terrain sont menées : Espaces Info Énergie, modernisation du réseau de mesure de la qualité de l'air, sensibilisation et éducation des publics aux pollutions atmosphériques, promotion du management environnemental, gestion des déchets, plans de déplacements des entreprises ou des collectivités et approches territoriales de l'environnement par les collectivités.

A travers une convention cadre entre le Conseil régional et les agences de l'eau Seine-Normandie et Loire-Bretagne, les partenaires recherchent une gestion équilibrée et la préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Sont ainsi soutenus la mise en œuvre des SAGE (animation, études et communication), la promotion des contrats de restauration des cours d'eau (animation, études, communication, aménagements et entretiens des berges et des zones humides), la lutte contre les pollutions diffuses (animation, études, mesures agro-environnementales, équipements), la diffusion d'équipements alternatifs et innovants destinés aux économies d'eau. En outre, des actions spécifiques de communication et de sensibilisation sont menées sur le thème de l'eau.

L'agence de l'eau Seine-Normandie s'est engagée à hauteur de 2,5M€, l'agence de l'eau Loire-Bretagne à hauteur de 10M€.

## **- Le développement des services à la population : répondre aux enjeux de maintien et/ou d'accueil de nouveaux habitants ainsi que d'attractivité des zones rurales**

L'objectif de cet axe est de :

- développer la mutualisation, la polyvalence et l'innovation dans le domaine des services de base (maisons de services, maison de l'emploi, relais service public...);
- d'assurer et de diversifier les services à la personne notamment en direction des familles (dont accueil péri et extra scolaire) et des personnes âgées (portage de repas, télé-alarme, transport à la demande..., hors hébergement y compris temporaire);
- d'enrayer la dégradation de la démographie médicale par le soutien à la création de maisons de santé pluridisciplinaires.

Compte tenu de l'afflux des projets constatés sur la période 2007-2010, la sélection des dossiers se fera, outre le respect du cahier des charges, au regard de la priorisation des besoins des territoires qui sera précisée avec les partenaires concernés dans le courant du premier trimestre 2011 sur chacune de ces trois thématiques.

Les dossiers sont instruits et examinés au fur et à mesure de leur dépôt jusqu'à réalisation de la maquette.

## **- Le développement durable et l'attractivité des agglomérations et des villes moyennes : ménager des espaces d'habitat au cœur des villes et accompagner la mobilité résidentielle des jeunes**

L'objectif de cet axe est d'encourager dans les espaces urbanisés les pratiques s'inscrivant dans une approche de développement durable, en soutenant d'une part la limitation de la consommation d'espaces naturels et agricoles (par la reconversion de friches et par un encouragement à la maîtrise du foncier), et d'autre part la mixité intergénérationnelle.

Au titre de cet axe sont éligibles d'une part les huit agglomérations régionales et d'autre part les seize pôles urbains d'animation rayonnant à l'échelle d'un pays, en dehors des pays très urbains dont le pôle de centralité est l'agglomération limitrophe.

Le CPER comporte trois domaines d'intervention :

- la restructuration des friches urbaines (industrielle, commerciale, militaire ou de services), hors PNRU, afin de permettre une recomposition urbaine de quartiers, tant à vocation résidentielle qu'économique ou de services et la densification des centres urbains (voirie pure exclue), s'inscrivant dans une démarche d'urbanisme durable ;
- les outils fonciers : considérant les tensions localisées sur les marchés fonciers, qui freinent la production de logements sociaux, et encourageant par conséquent l'urbanisation en périphérie des centres villes, cet axe permet, d'une part, de participer au capital d'Établissements Publics Fonciers (ou structures dont l'objet est la maîtrise foncière), et, d'autre part, de participer à la diminution des frais de portage foncier (par attribution d'une aide régionale équivalant à la prise en charge d'une partie des intérêts d'emprunt liés à la constitution de réserves foncières dans les centres villes, abords des gares ou premières couronnes des agglomérations et villes moyennes, dans les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU) ;
- les logements sociaux spécifiques : les besoins de financement pour l'installation d'ascenseurs dans les immeubles d'habitat social pour permettre le maintien à domicile des personnes âgées étant résorbés, cet axe sera mobilisé dans la 2<sup>ème</sup> partie du CPER au bénéfice des seules opérations liées au logement des jeunes. Le soutien à la création et la restructuration de résidences sociales pour

accompagner les jeunes dans une logique d'insertion dans un parcours professionnel (Foyers de Jeunes Travailleurs), prioritairement dans les agglomérations et villes moyennes, est complété par un soutien à l'intermédiation locative, afin de constituer un parc de logements en sous-location à destination des jeunes, moins coûteux en investissement et permettant de tester les besoins, compte-tenu d'un contexte de crise économique générant de forts aléas dans les besoins en logements transitoires.

Les dossiers sont instruits et examinés au fur et à mesure de leur dépôt jusqu'à réalisation de la maquette.

**- Le soutien aux projets structurants : soutenir les projets structurants majeurs contribuant à l'attractivité, au rayonnement et à la redynamisation des territoires**

L'État et la Région continuent de soutenir les initiatives des collectivités territoriales en faveur des projets d'équipements structurants capables de renforcer l'attractivité et le rayonnement des villes et territoires dans lesquels ils seront implantés et de contribuer à leur redynamisation. Compte tenu de la maquette contrainte à l'issue de la révision à mi parcours, une attention particulière sera accordée à la création d'emplois directs et à la démonstration du caractère structurant du projet en terme de rayonnement **pour la région Centre**.

Les dossiers sont instruits et examinés au fur et à mesure de leur dépôt jusqu'à réalisation de la maquette.

Au titre de cette thématique, 1,5 million d'euros de crédits de l'État (FNADT) sont réservés pour l'opération « Centre de création contemporaine Olivier Debré », financée à hauteur de 2,7 millions d'euros par le Conseil régional dans le cadre du grand projet « Grands sites culturels ».

## Synthèse des crédits inscrits au volet territorial

| Sous-codification                                                                                                        | État              | Région            | Total              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|--------------------|
| 091 - Renforcement des fonctions d'ingénierie territoriale, d'étude, d'observation, de prospective, et d'évaluation      | 1 750 000         | 1 650 000         | 3 400 000          |
| 093 - Elaboration et accompagnement des agendas 21                                                                       | 300 000           | 1 400 000         | 1 700 000          |
| <b>Article 9 - FRAC</b>                                                                                                  | <b>2 050 000</b>  | <b>3 050 000</b>  | <b>5 100 000</b>   |
| 101 - Pôles de compétences régional GIP RECIA                                                                            | 4 076 000         | 4 642 000         | 8 718 000          |
| 102 - Couverture territoriale                                                                                            | 2 062 000         | 1 400 000         | 3 462 000          |
| 103 - Développement des usages                                                                                           | 2 362 000         | 2 458 000         | 4 820 000          |
| 104 - Très haut débit                                                                                                    | 3 750 000         | 3 750 000         | 7 500 000          |
| <b>Article 10 - Fonds TIC</b>                                                                                            | <b>12 250 000</b> | <b>12 250 000</b> | <b>24 500 000</b>  |
| <b>Article 11 - Fonds santé-solidarité</b>                                                                               | <b>10 718 000</b> | <b>10 718 000</b> | <b>21 436 000</b>  |
| 121 - Volet connaissance                                                                                                 | 1 250 000         | 1 100 000         | 2 350 000          |
| 122 - Gestion du patrimoine naturel                                                                                      | 1 250 000         | 1 500 000         | 2 750 000          |
| <b>Article 12 - Fonds espaces naturels</b>                                                                               | <b>2 500 000</b>  | <b>2 600 000</b>  | <b>5 100 000</b>   |
| <b>Article 13 - Projets structurants</b>                                                                                 | <b>8 450 000</b>  | <b>8 450 000</b>  | <b>16 900 000</b>  |
| 141 - Environnement, patrimoine naturel et paysages                                                                      | 2 900 000         | 3 900 000         | 6 800 000          |
| 142 - Maîtrise de l'énergie                                                                                              | 5 000 000         | 5 000 000         | 10 000 000         |
| 143 - Ressource en eau                                                                                                   | 12 500 000        | 12 900 000        | 25 400 000         |
| <b>Article 14 - Préservation de l'environnement, des ressources en eau et valorisation patrimoine naturel et paysage</b> | <b>20 400 000</b> | <b>21 800 000</b> | <b>42 200 000</b>  |
| 151 - Services de base à la population                                                                                   | 9 950 000         | 1 400 000         | 11 350 000         |
| 152 - Maisons médicales pluridisciplinaires                                                                              | 4 100 000         | 4 100 000         | 8 200 000          |
| <b>Article 15 - Développement des services à la population</b>                                                           | <b>14 050 000</b> | <b>5 500 000</b>  | <b>19 550 000</b>  |
| 161 - Rénovation urbaine, restructurations de friches urbaines                                                           | 4 100 000         | 6 550 000         | 10 650 000         |
| 162 - Outils d'intervention pour faciliter la constitution de réserves foncières                                         | 0                 | 2 900 000         | 2 900 000          |
| 163 - Logements sociaux spécifiques : jeunes                                                                             | 0                 | 2 000 000         | 2 000 000          |
| 164 - Ascenseurs                                                                                                         | 0                 | 700 000           | 700 000            |
| <b>Article 16 - Développement durable et attractivité des agglomérations et villes moyennes</b>                          | <b>4 100 000</b>  | <b>12 150 000</b> | <b>16 250 000</b>  |
| <b>TOTAL</b>                                                                                                             | <b>74 518 000</b> | <b>76 518 000</b> | <b>151 036 000</b> |

# DISPOSITIF DE MISE EN ŒUVRE, DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

---

La mise en œuvre du Contrat de projets État-Région requiert une grande efficacité, un suivi rigoureux et un processus régulier d'évaluation. L'atteinte des objectifs du Contrat de projets État-Région nécessite une approche et une vision d'ensemble qui s'appuient sur les travaux qui seront conduits dans chacun des grands projets comme dans le volet territorial.

La responsabilité de cette démarche est partagée par l'État et par la Région comme par l'ensemble des signataires qui se proposent de s'organiser et d'agir dans la plus grande concertation.

## 1 - Dispositions générales - Partenariat et gouvernance

Un **comité de suivi**, coprésidé par le Préfet de région et le Président du Conseil régional est constitué. Ce comité est commun avec le comité de suivi interfonds des fonds européens FEDER, FSE, FEADER Centre sur la période 2007-2013.

Il réunit notamment les présidents des Conseils généraux, les Préfets de département, le président du CESER, les présidents des Communautés d'agglomération et les maires des villes principales, un représentant des établissements publics nationaux qui participent au financement du Contrat de projets État-Région, les responsables des groupes de pilotage ainsi que le directeur régional des finances publiques.

Réuni au moins une fois par an :

- il fait le point sur l'avancement du Contrat de projets État-Région à partir du bilan annuel commun établi par les services de la Préfecture de région et ceux du Conseil régional. Ce bilan annuel commun doit permettre le suivi des engagements financiers des signataires du Contrat de projets État-Région et de mesurer l'avancement des opérations ;
- il définit le programme d'évaluation et en recueille les conclusions de manière à atteindre les objectifs du Contrat de projets État-Région ;
- il veille à la cohérence des actions conduites dans chaque grand projet et dans le volet territorial.

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur général des services de la Région assurent conjointement le secrétariat de ce comité de suivi.

Un **comité de programmation régional (CPR)**, coprésidé par le préfet de région et le président du Conseil régional ou leurs représentants, est constitué. Commun au contrat de projets et aux programmes européens FEDER, FSE et FEADER Centre sur la période 2007-2013, il réunit l'ensemble des partenaires financiers et des services instructeurs. La composition intégrale du comité de programmation est donnée dans le programme opérationnel FEDER Centre 2007-2013.

Réuni cinq à six fois par an, le comité de programmation régional est l'instance de programmation des projets entre l'État et la Région. S'agissant de la collectivité régionale, les décisions sont soumises au vote de l'assemblée plénière ou de la Commission permanente. Le Comité assure le suivi en continu et la cohérence des grands projets et du volet territorial. Il établit pour le comité de suivi un bilan de l'avancement des grands projets et propose toute disposition ou toute évaluation de nature à améliorer leur efficacité.

Un **groupe technique de coordination (GTC)**, co-présidé par l'État et la Région, est constitué pour chaque grand projet ainsi que pour le volet territorial. Le GTC constitue une instance de concertation entre les partenaires pour la mise en œuvre des programmes : suivi de l'avancement

physique et financier du grand projet, définition des perspectives de programmation, examen des difficultés susceptibles d'apparaître... Le GTC assure également l'examen des dossiers complets avant leur passage en comité de programmation régional. Il formule un avis motivé pour chaque dossier examiné, avis tenant notamment compte de l'interaction du dossier avec d'autres projets et de sa cohérence par rapport à la stratégie régionale.

Les modalités d'instruction et de programmation des dossiers sont précisées dans le document intitulé "Programmation des crédits mobilisés au titre des fonds européens et du contrat de projets État-Région Période 2007-2013", disponible sur l'extranet [europe-centre.eu](http://europe-centre.eu)

## **2 - MODALITÉS DE GESTION ET DE SUIVI DU CONTRAT DE PROJETS ÉTAT - RÉGION**

L'État et la Région décident conjointement, après avis du comité de suivi ou, à défaut, du comité de programmation régional, des mesures spécifiques de mise en œuvre des grands projets et du volet territorial. Ces dispositifs particuliers, tels que les appels à projets, sont portés à la connaissance des porteurs de projets, des porteurs de projets potentiels ainsi que de l'ensemble des partenaires du CPER.

Le cas échéant, certaines opérations, à l'intérieur des grands projets ou du volet territorial, donnent lieu à une convention spécifique d'application.

**Le logiciel PRESAGE**, mis à disposition par la DATAR, est utilisé pour le suivi de la totalité du Contrat de projets État - Région comme au niveau de chaque opération.

Les engagements inscrits dans le présent contrat sont subordonnés à l'ouverture des moyens financiers nécessaires, dans les lois de finances pour l'État, dans leurs budgets respectifs pour la Région.

La modification substantielle ou la résiliation du présent contrat peut être demandée par l'une des parties sous réserve d'un exposé des motifs. Elle sera soumise à délibération en séance plénière du Conseil régional et fera l'objet d'une saisine transmise par le Préfet de région à la DATAR.

## **3 - MODALITÉS D'ÉVALUATION**

### **Les objectifs de l'évaluation**

L'évaluation vise à améliorer la pertinence, la cohérence et l'efficacité du Contrat de projets État - Région au regard des objectifs fixés au niveau européen, national et régional ainsi que des caractéristiques et des enjeux du territoire régional.

Elle doit être mise en regard de la situation initiale du territoire régional définie par le diagnostic territorial commun au Contrat de projets État - Région et aux programmes opérationnels européens et par l'évaluation stratégique environnementale.

### **Le champ de l'évaluation**

Les évaluations porteront sur un ou plusieurs grands projets, sur un ou plusieurs thèmes prioritaires ou transversaux retenus par le comité de suivi.

Les évaluations seront conduites en lien avec celles réalisées pour les programmes opérationnels européens, notamment de façon conjointe sur les thèmes partagés, selon une méthodologie spécifique lorsqu'il s'agira de thèmes communs à plusieurs Contrats de projets État-Région.

Les évaluations s'appuieront sur des indicateurs quantitatifs et/ou qualitatifs, de moyens et/ou de résultats définis au niveau régional. Elles intégreront également un socle de nomenclatures et indicateurs communs qui seront précisés par le niveau national et européen.

### **La réalisation de l'évaluation**

Chaque évaluation sera conduite par un comité technique spécifique qui rédigera le cahier des charges, encadrera les travaux du prestataire en lui garantissant son indépendance et lui procurera toute l'information nécessaire. Ce comité technique rendra compte de ses travaux au comité de suivi.

Le principe de parité du financement des évaluations sera recherché sur toute la période du Contrat de projets État-Région.

Chacun des huit grands projets ainsi que le volet territorial fera l'objet d'une analyse qualitative, menée par l'État et le Conseil régional en lien avec les copilotes des GTC, qui sera présentée en comité de suivi.

## ANNEXE FINANCIERE

(les participations sont exprimées en millions d'euros)

| Ministère/Thématique        | Programme        | État               | Articles du CPER | Région         |
|-----------------------------|------------------|--------------------|------------------|----------------|
| Agriculture et Pêche        | 149              | 3,885              | Art 2-3          | 1,5451         |
|                             | 154              | 24,300             | Art 4            | 39,601         |
|                             | FranceAgriMer    | 12,961             |                  |                |
|                             |                  | <b>41,146</b>      |                  | <b>41,146</b>  |
| Culture                     | 131              | 9,244              | Art 5            | 23,910         |
|                             | 175              | 14,666             |                  |                |
|                             |                  | <b>23,910</b>      |                  | <b>23,910</b>  |
| Écologie / Dév. durable     | 113              | 4,500              | Art 7 et 8       | 142,00         |
|                             | 203              | 97,370 (*)         | Art 12           | 2,60           |
|                             | 217              | 0,300              | Art 14-1         | 3,90           |
|                             | ADEME            | 20,000             | Art 2-2 et 14-2  | 20,00          |
|                             | Agences de l'eau | 12,500             | Art 14-3         | 12,90          |
|                             |                  | <b>134,670</b>     |                  | <b>181,40</b>  |
| Économie Industrie Emploi   | 102              | 1,400              | Art 1-3 et 2-4   | 6,500          |
|                             | 103              | 15,000             | Art 6            | 16,400         |
|                             | 134              | 6,500              |                  |                |
|                             |                  | <b>22,900</b>      |                  | <b>22,900</b>  |
| Ens. Supérieur et Recherche | 150              | 53,980             | Art 1-1 et 1-2   | 14,80          |
|                             | 231              | 6,020              | Art 2-1          | 8,40           |
|                             | 172 (**)         | 18,600             | Art 3            | 40,798         |
|                             | 187              | 6,400              |                  |                |
|                             |                  | <b>85,000</b>      |                  | <b>63,998</b>  |
| Amén. du territoire         | 112              | 41,500             | Art 9            | 3,050          |
|                             |                  |                    | Art 10           | 12,25          |
|                             |                  |                    | Art 13           | 8,45           |
|                             |                  |                    | Art 15           | 5,50           |
|                             |                  |                    | Art 16           | 12,50          |
|                             |                  | <b>41,500</b>      |                  | <b>41,400</b>  |
| Santé                       | 157 ou CNSA      | 10,718             | Art 11           | 10,718         |
|                             |                  | <b>10,718</b>      |                  | <b>10,718</b>  |
|                             |                  |                    |                  |                |
|                             | <b>TOTAL</b>     | <b>359,844 (*)</b> |                  | <b>385,472</b> |

(\*) : dont 12,370 inscrits pour ordre

(\*\*) A compter du 1er janvier 2011, les budgets de culture scientifique, technique et industrielle (CSTI) sont gérés par l'établissement « Universcience » sur le programme budgétaire 186.

## ANNEXE TECHNIQUE N°1

Base présage-web : répartition des crédits sur la nomenclature nationale CPER

| CENTRE       |                                                                                                    |             |                  | Etat              |           |                   | Région            |
|--------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|------------------|-------------------|-----------|-------------------|-------------------|
| Code codif.  | Libellé                                                                                            | P LOLF 2007 | P LOLF 2009      | Montant Initial   | Évolution | Montant révisé    | Montant *         |
| <b>A01</b>   | <b>Agriculture et Pêche</b>                                                                        |             |                  | <b>37 261 000</b> | <b>0</b>  | <b>37 261 000</b> | <b>36 946 000</b> |
| <b>A01.3</b> | <b>Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</b>                        |             |                  | <b>24 300 000</b> | <b>0</b>  | <b>24 300 000</b> | <b>16 820 000</b> |
| A01.31       | Investissements dans les exploitations agricoles (PMBE + adaptation CORSE et DOM)                  | 154         |                  | 13 300 000        | 600 000   | 13 900 000        | 12 000 000        |
| A01.33       | Accompagnement de l'installation des agriculteurs                                                  | 154         |                  | 11 000 000        | -600 000  | 10 400 000        | 4 820 000         |
| <b>A01.4</b> | <b>Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</b>                            |             |                  | <b>12 961 000</b> | <b>0</b>  | <b>12 961 000</b> | <b>20 126 000</b> |
| A01.41       | Filières agricoles : Part Régionale                                                                | 227         | 154 act 11       | 12 961 000        | 0         | 12 961 000        | 20 126 000        |
| <b>A02</b>   | <b>Forêt</b>                                                                                       |             |                  | <b>3 885 000</b>  | <b>0</b>  | <b>3 885 000</b>  | <b>4 200 000</b>  |
| <b>A02.1</b> | <b>Compétitivité de la filière forêt-bois</b>                                                      |             |                  | <b>3 885 000</b>  | <b>0</b>  | <b>3 885 000</b>  | <b>4 200 000</b>  |
| A02.11       | Compétitivité de la filière forêt-bois                                                             | 149         |                  | 3 885 000         | 0         | 3 885 000         | 4 200 000         |
| <b>A03</b>   | <b>Ecologie et développement durable</b>                                                           |             |                  | <b>17 300 000</b> | <b>0</b>  | <b>17 300 000</b> | <b>19 700 000</b> |
| <b>A03.1</b> | <b>Gestion des milieux et biodiversité</b>                                                         |             |                  | <b>4 500 000</b>  | <b>0</b>  | <b>4 500 000</b>  | <b>5 400 000</b>  |
| A03.12       | PNR                                                                                                | 153         | 113 act 7        | 2 000 000         | 0         | 2 000 000         | 2 800 000         |
| A03.13       | Autres actions de préservation de la biodiversité                                                  | 153         | 113 act 7        | 2 500 000         | 0         | 2 500 000         | 2 600 000         |
| <b>A03.3</b> | <b>Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable</b>              |             |                  | <b>300 000</b>    | <b>0</b>  | <b>300 000</b>    | <b>1 400 000</b>  |
| A03.31       | Projets territoriaux de développement durable (agenda 21...)                                       | 211         | 217              | 300 000           | 0         | 300 000           | 1 400 000         |
| <b>A03.4</b> | <b>Gestion globale et équilibrée des rivières, des milieux aquatiques et des ressources en eau</b> |             |                  | <b>12 500 000</b> | <b>0</b>  | <b>12 500 000</b> | <b>12 900 000</b> |
| A03.41       | Gestion globale et équilibrée des rivières, des milieux aquatiques et des ressources en eau        |             | Agences de l'Eau | 12 500 000        | 0         | 12 500 000        | 12 900 000        |
| <b>A04</b>   | <b>ADEME</b>                                                                                       |             |                  | <b>20 000 000</b> | <b>0</b>  | <b>20 000 000</b> | <b>20 000 000</b> |
| <b>A04.1</b> | <b>Lutte contre le changement climatique et maîtrise de l'énergie</b>                              |             |                  | <b>16 070 000</b> | <b>0</b>  | <b>16 070 000</b> | <b>17 340 000</b> |
| A04.11       | Lutte contre le changement climatique et maîtrise de l'énergie                                     |             | ADEME            | 16 070 000        | 0         | 16 070 000        | 17 340 000        |
| <b>A04.2</b> | <b>Filière déchets et divers</b>                                                                   |             |                  | <b>3 930 000</b>  | <b>0</b>  | <b>3 930 000</b>  | <b>2 660 000</b>  |
| A04.21       | Filière déchets et divers                                                                          |             | ADEME            | 3 930 000         | 0         | 3 930 000         | 2 660 000         |
| <b>A05</b>   | <b>Economie et industrie</b>                                                                       |             |                  | <b>6 500 000</b>  | <b>0</b>  | <b>6 500 000</b>  | <b>6 500 000</b>  |
| <b>A05.1</b> | <b>Développement industriel</b>                                                                    |             |                  | <b>6 500 000</b>  | <b>0</b>  | <b>6 500 000</b>  | <b>6 500 000</b>  |
| A05.11       | Actions collectives                                                                                | 127         | 134              | 6 500 000         | 0         | 6 500 000         | 6 500 000         |
| <b>A06</b>   | <b>Emploi</b>                                                                                      |             |                  | <b>16 400 000</b> | <b>0</b>  | <b>16 400 000</b> | <b>16 400 000</b> |
| <b>A06.1</b> | <b>Accès et retour à l'emploi</b>                                                                  |             |                  | <b>1 400 000</b>  | <b>0</b>  | <b>1 400 000</b>  | <b>1 708 000</b>  |
| A06.11       | Actions réalisées par les maisons de l'emploi                                                      | 102         |                  | 1 400 000         | 0         | 1 400 000         | 0                 |
| A06.12       | Autres                                                                                             |             |                  | 0                 | 0         | 0                 | 1 708 000         |
| <b>A06.2</b> | <b>Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques</b>                        |             |                  | <b>15 000 000</b> | <b>0</b>  | <b>15 000 000</b> | <b>14 692 000</b> |
| A06.21       | Parc immobilier AFPA, réseau CARIF-OREF-ARACT, développement des compétences, illettrisme (DOM)    | 103         |                  | 15 000 000        | 0         | 15 000 000        | 14 216 000        |
| A06.22       | Autres                                                                                             |             |                  | 0                 | 0         | 0                 | 476 000           |

| <b>CENTRE</b>                                |                                                                                                  |             |             | <b>Etat</b>        |                   |                    | <b>Région</b>      |
|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|
| Code codif.                                  | Libellé                                                                                          | P LOLF 2007 | P LOLF 2009 | Montant Initial    | Évolution         | Montant révisé     | Montant *          |
| <b>A07</b>                                   | <b>Enseignement supérieur</b>                                                                    |             |             | <b>56 000 000</b>  | <b>0</b>          | <b>56 000 000</b>  | <b>34 998 000</b>  |
| <b>A07.1</b>                                 | <b>Établissements d'enseignement supérieur et de recherche universitaire</b>                     |             |             | <b>56 000 000</b>  | <b>0</b>          | <b>56 000 000</b>  | <b>34 998 000</b>  |
| A07.11                                       | Mise au standard international des bâtiments d'ens sup et recherche universitaire                |             | 150         | 39 700 000         | 2 780 000         | 42 480 000         | 34 658 000         |
| A07.12                                       | Amélioration de la vie étudiante                                                                 | 150         | 150 + 231   | 16 300 000         | -2 780 000        | 13 520 000         | 340 000            |
|                                              | DONT                                                                                             |             | 150         | 4 900 000          | 2 600 000         | 7 500 000          |                    |
|                                              | DONT                                                                                             |             | 231         | 11 400 000         | -5 380 000        | 6 020 000          |                    |
| <b>A08</b>                                   | <b>Recherche</b>                                                                                 |             |             | <b>29 000 000</b>  | <b>0</b>          | <b>29 000 000</b>  | <b>29 000 000</b>  |
| <b>A08.1</b>                                 | <b>Équipements scientifiques de recherche universitaire</b>                                      |             |             | <b>4 000 000</b>   | <b>0</b>          | <b>4 000 000</b>   | <b>7 030 000</b>   |
| A08.11                                       | Équipements scientifiques de recherche universitaire                                             |             | 150         | 4 000 000          | 0                 | 4 000 000          | 7 030 000          |
| <b>A08.2</b>                                 | <b>Recherche scientifique et technologique pluridisciplinaire</b>                                |             |             | <b>18 600 000</b>  | <b>0</b>          | <b>18 600 000</b>  | <b>18 000 000</b>  |
| A08.21                                       | Soutien aux activités des structures agréées de transfert et de diffusion technologique          |             | 172         | 3 900 000          | 0                 | 3 900 000          | 6 780 000          |
| A08.22                                       | Information et culture scientifique et technique                                                 |             | 172         | 1 000 000          | 0                 | 1 000 000          | 860 000            |
| A08.23                                       | Soutien aux opérations structurantes en recherche                                                |             | 172         | 7 700 000          | 0                 | 7 700 000          | 2 970 000          |
| A08.24                                       | CEA CNRS INRIA INSERM                                                                            |             | 172         | 6 000 000          | 0                 | 6 000 000          | 7 390 000          |
| <b>A08.3</b>                                 | <b>Gestion des milieux et des ressources</b>                                                     |             |             | <b>6 400 000</b>   | <b>0</b>          | <b>6 400 000</b>   | <b>3 970 000</b>   |
| A08.31                                       | BRGM IFREMER INRA CEMAGREF IRD CIRAD                                                             |             | 187         | 6 400 000          | 0                 | 6 400 000          | 3 970 000          |
| <b>A09</b>                                   | <b>Équipement Transports</b>                                                                     |             |             | <b>97 370 000</b>  | <b>0</b>          | <b>97 370 000</b>  | <b>142 000 000</b> |
| <b>A09.1</b>                                 | <b>Investissement ferroviaire</b>                                                                |             |             | <b>71 370 000</b>  | <b>0</b>          | <b>71 370 000</b>  | <b>121 000 000</b> |
| A09.12                                       | Développement et régénération du réseau transport ferroviaire (voyageurs et fret)                | 226         | 203         | 71 370 000         | 0                 | 71 370 000         | 121 000 000        |
| <b>A09.2</b>                                 | <b>Transport combiné</b>                                                                         |             |             | <b>6 000 000</b>   | <b>0</b>          | <b>6 000 000</b>   | <b>1 000 000</b>   |
| A09.21                                       | Transport combiné                                                                                | 226         | 203         | 6 000 000          | 0                 | 6 000 000          | 1 000 000          |
| <b>A09.3</b>                                 | <b>Transports collectifs urbains</b>                                                             |             |             | <b>20 000 000</b>  | <b>0</b>          | <b>20 000 000</b>  | <b>20 000 000</b>  |
| A09.31                                       | Transports collectifs urbains                                                                    | 226         | 203         | 20 000 000         | 0                 | 20 000 000         | 20 000 000         |
| <b>A12</b>                                   | <b>Aménagement du territoire</b>                                                                 |             |             | <b>41 500 000</b>  | <b>0</b>          | <b>41 500 000</b>  | <b>41 100 000</b>  |
| <b>A12.1</b>                                 | <b>Aménagement du territoire</b>                                                                 |             |             | <b>41 500 000</b>  | <b>0</b>          | <b>41 500 000</b>  | <b>41 100 000</b>  |
| A12.12                                       | Volet territorial (crédits spécifiques)                                                          |             | 112         | 41 500 000         | 0                 | 41 500 000         | 41 100 000         |
| <b>A13</b>                                   | <b>Culture</b>                                                                                   |             |             | <b>23 910 000</b>  | <b>0</b>          | <b>23 910 000</b>  | <b>23 910 000</b>  |
| <b>A13.1</b>                                 | <b>Création</b>                                                                                  |             |             | <b>7 244 000</b>   | <b>2 000 000</b>  | <b>9 244 000</b>   | <b>14 367 000</b>  |
| A13.11                                       | Auditoriums, lieux de création et de diffusion                                                   |             | 131         | 7 244 000          | 2 000 000         | 9 244 000          | 14 367 000         |
| <b>A13.2</b>                                 | <b>Patrimoine</b>                                                                                |             |             | <b>16 666 000</b>  | <b>-2 000 000</b> | <b>14 666 000</b>  | <b>9 543 000</b>   |
| A13.21                                       | Rénovation de monuments historiques ou de sites patrimoniaux                                     |             | 175         | 13 866 000         | -750 000          | 13 116 000         | 7 696 000          |
| A13.22                                       | Musées                                                                                           |             | 175         | 2 800 000          | -1 250 000        | 1 550 000          | 1 847 000          |
| <b>A14</b>                                   | <b>Santé et solidarités</b>                                                                      |             |             | <b>10 718 000</b>  | <b>0</b>          | <b>10 718 000</b>  | <b>10 718 000</b>  |
| <b>A14.1</b>                                 | <b>Handicap et dépendance</b>                                                                    |             |             | <b>10 718 000</b>  | <b>0</b>          | <b>10 718 000</b>  | <b>10 718 000</b>  |
| A14.11                                       | Reconversion struct hosp. en étab pour p. âgées - adaptation struct spéc. pour pers. handicapées | 157         | 157 ou CNSA | 10 718 000         | 0                 | 10 718 000         | 10 718 000         |
| <b>TOTAL ANNEXE FINANCIERE CONTRACTUELLE</b> |                                                                                                  |             |             | <b>359 844 000</b> | <b>0</b>          | <b>359 844 000</b> | <b>385 472 000</b> |

\*Montants indicatifs, non contractuels

Participation Etat : dont 12 370 000 euros inscrits pour ordre

## ANNEXE TECHNIQUE N°2

Base présage-web : répartition des crédits sur la nomenclature régionale CPCE

| Thématique                                                | Codification                                                                     | Sous-codification                                                                             | Etat              |                   |                 | Région            |                   |            |
|-----------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-----------------|-------------------|-------------------|------------|
|                                                           |                                                                                  |                                                                                               | Avant             | Après             | Évolution       | Avant             | Après             | Évolution  |
| Recherche, innovation et enseignement supérieur           | Article 01 - Grand projet Pôles de développement et d'excellence de la recherche | 011 - Biologie, santé, bien-être / Imageries biologiques et médicales                         | 5 550 000         | 5 550 000         | 0               | 7 200 000         | 7 200 000         | 0          |
|                                                           | Article 01 - Grand projet Pôles de développement et d'excellence de la recherche | 012 - Transferts de technologie et valorisation de la recherche / Innovation dans les PME-PMI | 7 800 000         | 7 800 000         | 0               | 7 600 000         | 7 600 000         | 0          |
|                                                           | Article 01 - Grand projet Pôles de développement et d'excellence de la recherche | 013 - Développement des pôles par les actions collectives                                     | 5 500 000         | 5 500 000         | 0               | 5 500 000         | 5 500 000         | 0          |
|                                                           |                                                                                  |                                                                                               | <b>18 850 000</b> | <b>18 850 000</b> | <b>0</b>        | <b>20 300 000</b> | <b>20 300 000</b> | <b>0</b>   |
| Pôle d'efficacité énergétique                             | Article 02 - Grand projet Pôle d'efficacité énergétique                          | 021 - Recherche sur les énergies nouvelles et les matériaux pour l'énergie                    | 7 600 000         | 7 600 000         | 0               | 8 400 000         | 8 400 000         | 0          |
|                                                           | Article 02 - Grand projet Pôle d'efficacité énergétique                          | 022 - Usages en faveur de l'efficacité énergétique                                            | 15 000 000        | 15 000 000        | 0               | 15 000 000        | 15 000 000        | 0          |
|                                                           | Article 02 - Grand projet Pôle d'efficacité énergétique                          | 023 - Circuits longs et courts de valorisation de la biomasse agricole et forestière          | 1 545 000         | 1 545 000         | 0               | 1 545 000         | 1 545 000         | 0          |
|                                                           | Article 02 - Grand projet Pôle d'efficacité énergétique                          | 024 - Actions collectives                                                                     | 1 000 000         | 1 000 000         | 0               | 1 000 000         | 1 000 000         | 0          |
|                                                           |                                                                                  |                                                                                               | <b>25 145 000</b> | <b>25 145 000</b> | <b>0</b>        | <b>25 945 000</b> | <b>25 945 000</b> | <b>0</b>   |
| Recherche, innovation et enseignement supérieur           | Article 03 - Grand projet Pôle de recherche et de l'enseignement supérieur       | 031 - Mise au standard international des constructions universitaires                         | 29 050 000        | 29 000 000        | -50 000         | 15 598 000        | 11 358 000        | -4 240 000 |
|                                                           | Article 03 - Grand projet Pôle de recherche et de l'enseignement supérieur       | 032 - Construction/extension de laboratoires de recherches                                    | 5 150 000         | 6 080 000         | 930 000         | 6 430 000         | 7 270 000         | 840 000    |
|                                                           | Article 03 - Grand projet Pôle de recherche et de l'enseignement supérieur       | 033 - Développement de l'offre de soins                                                       | 5 500 000         | 7 400 000         | 1 900 000       | 12 630 000        | 16 030 000        | 3 400 000  |
|                                                           | Article 03 - Grand projet Pôle de recherche et de l'enseignement supérieur       | 034 - Amélioration de la vie étudiante                                                        | 16 300 000        | 13 520 000        | -2 780 000      | 340 000           | 340 000           | 0          |
|                                                           | Article 03 - Grand projet Pôle de recherche et de l'enseignement supérieur       | 035 - Pôle de recherche ville, territoires et civilisations                                   | 1 550 000         | 1 550 000         | 0               | 1 400 000         | 1 400 000         | 0          |
|                                                           | Article 03 - Grand projet Pôle de recherche et de l'enseignement supérieur       | 036 - Pôle de recherche des sciences du sol, du sous-sol et de l'eau                          | 4 800 000         | 4 800 000         | 0               | 2 800 000         | 2 800 000         | 0          |
|                                                           | Article 03 - Grand projet Pôle de recherche et de l'enseignement supérieur       | 037 - Projet d'intérêt régional                                                               | 1 700 000         | 1 700 000         | 0               | 1 600 000         | 1 600 000         | 0          |
|                                                           |                                                                                  |                                                                                               | <b>64 050 000</b> | <b>64 050 000</b> | <b>0</b>        | <b>40 798 000</b> | <b>40 798 000</b> | <b>0</b>   |
| Compétitivité des filières agricoles et des zones rurales | Article 04 - Grand projet Compétitivité des filières agricoles et forestières    | 041 - Structuration des opérateurs économiques en filières                                    | 5 300 000         | 4 101 000         | -1 199 000      | 8 131 000         | 10 131 000        | 2 000 000  |
|                                                           | Article 04 - Grand projet Compétitivité des filières agricoles et forestières    | 042 - Programmes d'expérimentation en lien avec les filières régionales                       | 3 901 000         | 4 400 000         | 499 000         | 4 900 000         | 4 900 000         | 0          |
|                                                           | Article 04 - Grand projet Compétitivité des filières agricoles et forestières    | 043 - Investissement matériel dans les exploitations agricoles                                | 16 300 000        | 16 300 000        | 0               | 14 000 000        | 12 000 000        | -2 000 000 |
|                                                           | Article 04 - Grand projet Compétitivité des filières agricoles et forestières    | 044 - Développer l'agriculture biologique                                                     | 0                 | 1 300 000         | 1 300 000       | 3 550 000         | 3 550 000         | 0          |
|                                                           | Article 04 - Grand projet Compétitivité des filières agricoles et forestières    | 045 - Modernisation des entreprises de travaux forestiers et de transformation du bois        | 3 100 000         | 3 100 000         | 0               | 4 200 000         | 4 200 000         | 0          |
|                                                           |                                                                                  |                                                                                               | <b>11 000 000</b> | <b>10 400 000</b> | <b>-600 000</b> | <b>4 820 000</b>  | <b>4 820 000</b>  | <b>0</b>   |
|                                                           |                                                                                  |                                                                                               | <b>39 601 000</b> | <b>39 601 000</b> | <b>0</b>        | <b>39 601 000</b> | <b>39 601 000</b> | <b>0</b>   |

| Thématique                                         | Codification                                                                    | Sous-codification                                                                             | Avant                                                    | Après             | Évolution         | Avant                                                    | Après             | Évolution         |
|----------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|----------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Grands sites culturels                             | Article 05 - Grand projet Grands sites culturels                                | 051 - Restauration et valorisation des sites majeurs                                          | 13 166 000                                               | 12 527 000        | -639 000          | 10 662 000                                               | 8 646 000         | -2 016 000        |
|                                                    | Article 05 - Grand projet Grands sites culturels                                | 052 - Réalisation des équipements culturels de haut niveau                                    | 10 744 000                                               | 11 383 000        | 639 000           | 13 248 000                                               | 15 264 000        | 2 016 000         |
|                                                    |                                                                                 |                                                                                               | <b>23 910 000</b>                                        | <b>23 910 000</b> | <b>0</b>          | <b>23 910 000</b>                                        | <b>23 910 000</b> | <b>0</b>          |
| Mutations économiques et développement de l'emploi | Article 06 - Grand projet mutations économiques et développement de l'emploi    | 061 - Accompagnement des mutations économiques                                                |                                                          | 11 274 300        | sans objet        |                                                          | 10 800 000        | sans objet        |
|                                                    | Article 06 - Grand projet mutations économiques et développement de l'emploi    | 062 - Développement des capacités de création de nouvelles activités                          | Pas de ventilation des crédits dans la maquette initiale | 3 000 000         | sans objet        | Pas de ventilation des crédits dans la maquette initiale | 3 000 000         | sans objet        |
|                                                    | Article 06 - Grand projet mutations économiques et développement de l'emploi    | 063 - Développement et valorisation des compétences des personnes en ZUS                      |                                                          | 800 000           | sans objet        |                                                          | 1 800 000         | sans objet        |
|                                                    | Article 06 - Grand projet mutations économiques et développement de l'emploi    | 064 - Validation des acquis de l'expérience                                                   |                                                          | 1 325 700         | sans objet        |                                                          | 800 000           | sans objet        |
|                                                    |                                                                                 |                                                                                               | <b>16 400 000</b>                                        | <b>16 400 000</b> | <b>0</b>          | <b>16 400 000</b>                                        | <b>16 400 000</b> | <b>0</b>          |
| Ferroviaire                                        | Article 07 - Grand projet Déplacement de voyageurs                              | 071 - Modernisation de la ligne Dourdan - La Membrolle                                        | 21 500 000                                               | 18 527 400        | -2 972 600        | 17 100 000                                               | 17 100 000        | 0                 |
|                                                    | Article 07 - Grand projet Déplacement de voyageurs                              | 072 - Développement des réseaux en TCSP dans les grandes agglomérations                       | 20 000 000                                               | 20 000 000        | 0                 | 20 000 000                                               | 20 000 000        | 0                 |
|                                                    | Article 07 - Grand projet Déplacement de voyageurs                              | 073 - Modernisation de la ligne POLT                                                          | 5 500 000                                                | 5 500 000         | 0                 | 5 500 000                                                | 5 500 000         | 0                 |
|                                                    | Article 07 - Grand projet Déplacement de voyageurs                              | 074 - Chartres-Orléans, réouverture aux voyageurs                                             | 0                                                        | 0                 | 0                 | 28 000 000                                               | 28 000 000        | 0                 |
|                                                    | Article 07 - Grand projet Déplacement de voyageurs                              | 075 - Commande centralisée Tours-Chinon                                                       | 1 000 000                                                | 1 000 000         | 0                 | 12 000 000                                               | 12 000 000        | 0                 |
|                                                    | Article 07 - Grand projet Déplacement de voyageurs                              | 076 - Études péri-urbaines Tours-Loches, Orléans-Châteauneuf...                               | 0                                                        | 0                 | 0                 | 4 000 000                                                | 4 000 000         | 0                 |
|                                                    |                                                                                 |                                                                                               | <b>48 000 000</b>                                        | <b>45 027 400</b> | <b>-2 972 600</b> | <b>86 600 000</b>                                        | <b>86 600 000</b> | <b>0</b>          |
| Ferroviaire                                        | Article 08 - Grand projet Développement du fret ferroviaire                     | 081 - Poursuite de la modernisation de la transversale Nantes - Lyon                          | 34 370 000                                               | 37 342 600        | 2 972 600         | 40 900 000                                               | 40 900 000        | 0                 |
|                                                    | Article 08 - Grand projet Développement du fret ferroviaire                     | 082 - Remise à niveau des lignes permettant le développement du fret ferroviaire de proximité | 9 000 000                                                | 9 000 000         | 0                 | 13 500 000                                               | 13 500 000        | 0                 |
|                                                    | Article 08 - Grand projet Développement du fret ferroviaire                     | 083 - Création d'un service d'autoroute ferroviaire                                           | 6 000 000                                                | 6 000 000         | 0                 | 1 000 000                                                | 1 000 000         | 0                 |
|                                                    |                                                                                 |                                                                                               | <b>49 370 000</b>                                        | <b>52 342 600</b> | <b>2 972 600</b>  | <b>55 400 000</b>                                        | <b>55 400 000</b> | <b>0</b>          |
| Volet territorial                                  | Article 09 - Fonds régional d'aide au conseil pour l'ingénierie des territoires | 091 - Renforcement des fonctions d'étude, d'observation, de prospective et d'évaluation       |                                                          | 1 750 000         | sans objet        |                                                          | 1 650 000         | sans objet        |
|                                                    | Article 09 - Fonds régional d'aide au conseil pour l'ingénierie des territoires | 092 - Ingénierie territoriale                                                                 |                                                          |                   | sans objet        |                                                          |                   | sans objet        |
|                                                    | Article 09 - Fonds régional d'aide au conseil pour l'ingénierie des territoires | 093 - Elaboration et accompagnement des agendas 21                                            | 300 000                                                  | 300 000           | 0                 | 1 400 000                                                | 1 400 000         | 0                 |
|                                                    |                                                                                 |                                                                                               | <b>4 300 000</b>                                         | <b>2 050 000</b>  | <b>-2 250 000</b> | <b>4 300 000</b>                                         | <b>3 050 000</b>  | <b>-1 250 000</b> |
| Article 10 - Fonds TIC                             | Article 10 - Fonds TIC                                                          | 101 - Pôles de compétences régional GIP RECIA                                                 |                                                          | 4 076 000         | sans objet        |                                                          | 4 642 000         | sans objet        |
|                                                    | Article 10 - Fonds TIC                                                          | 102 - Couverture territoriale                                                                 |                                                          | 2 062 000         | sans objet        |                                                          | 1 400 000         | sans objet        |
|                                                    | Article 10 - Fonds TIC                                                          | 103 - Développement des usages                                                                |                                                          | 2 362 000         | sans objet        |                                                          | 2 458 000         | sans objet        |
|                                                    | Article 10 - Fonds TIC                                                          | 104 - Très haut débit                                                                         |                                                          | 3 750 000         | sans objet        |                                                          | 3 750 000         | sans objet        |
|                                                    |                                                                                 |                                                                                               | <b>8 500 000</b>                                         | <b>12 250 000</b> | <b>3 750 000</b>  | <b>8 500 000</b>                                         | <b>12 250 000</b> | <b>3 750 000</b>  |

| Thématique   | Codification                                                                                                      | Sous-codification                                                                | Etat                                                     |                    |                   | Région                                                   |                    |                   |
|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|--------------------|-------------------|----------------------------------------------------------|--------------------|-------------------|
|              |                                                                                                                   |                                                                                  | Avant                                                    | Après              | Évolution         | Avant                                                    | Après              | Évolution         |
|              | Article 11 - Fonds santé - solidarité                                                                             | 111 - Actions en faveur des personnes âgées                                      | 10 718 000                                               | 10 718 000         | 0                 | 10 718 000                                               | 10 718 000         | 0                 |
|              |                                                                                                                   |                                                                                  | <b>10 718 000</b>                                        | <b>10 718 000</b>  | <b>0</b>          | <b>10 718 000</b>                                        | <b>10 718 000</b>  | <b>0</b>          |
|              | Article 12 - Fonds espaces naturels                                                                               | 121 - Volet connaissance                                                         | x                                                        | 1 250 000          | sans objet        | x                                                        | 1 100 000          | sans objet        |
|              | Article 12 - Fonds espaces naturels                                                                               | 122 - Gestion du patrimoine naturel                                              | x                                                        | 1 250 000          | sans objet        | x                                                        | 1 500 000          | sans objet        |
|              |                                                                                                                   |                                                                                  | <b>2 500 000</b>                                         | <b>2 500 000</b>   | <b>0</b>          | <b>2 600 000</b>                                         | <b>2 600 000</b>   | <b>0</b>          |
|              | Article 13 - Projets structurants                                                                                 | 13 - Projets structurants                                                        | x                                                        | x                  | x                 | x                                                        | x                  | x                 |
|              |                                                                                                                   |                                                                                  | <b>10 000 000</b>                                        | <b>8 450 000</b>   | <b>-1 550 000</b> | <b>10 000 000</b>                                        | <b>8 450 000</b>   | <b>-1 550 000</b> |
|              | Article 14 - Préservation de l'environnement, des ressources en eau et valorisation patrimoine naturel et paysage | 141 - Environnement, patrimoine naturel et paysages                              | 2 900 000                                                | 2 900 000          | 0                 | 3 900 000                                                | 3 900 000          | 0                 |
|              | Article 14 - Préservation de l'environnement, des ressources en eau et valorisation patrimoine naturel et paysage | 142 - Maîtrise de l'énergie                                                      | 5 000 000                                                | 5 000 000          | 0                 | 5 000 000                                                | 5 000 000          | 0                 |
|              | Article 14 - Préservation de l'environnement, des ressources en eau et valorisation patrimoine naturel et paysage | 143 - Ressource en eau                                                           | 12 500 000                                               | 12 500 000         | 0                 | 12 500 000                                               | 12 900 000         | 400 000           |
|              |                                                                                                                   |                                                                                  | <b>20 400 000</b>                                        | <b>20 400 000</b>  | <b>0</b>          | <b>21 400 000</b>                                        | <b>21 800 000</b>  | <b>400 000</b>    |
|              | Article 15 - Développement des services à la population                                                           | 151 - Services de base à la population                                           | 6 450 000                                                | 9 950 000          | 3 500 000         | 6 900 000                                                | 1 400 000          | -5 500 000        |
|              | Article 15 - Développement des services à la population                                                           | 152 - Maisons médicales pluridisciplinaires                                      | 2 600 000                                                | 4 100 000          | 1 500 000         | 2 600 000                                                | 4 100 000          | 1 500 000         |
|              |                                                                                                                   |                                                                                  | <b>9 050 000</b>                                         | <b>14 050 000</b>  | <b>5 000 000</b>  | <b>9 500 000</b>                                         | <b>5 500 000</b>   | <b>-4 000 000</b> |
|              | Article 16 - Développement durable et attractivité des agglomérations et villes moyennes                          | 161 - Rénovation urbaine, restructurations de friches urbaines                   | Pas de ventilation des crédits dans la maquette initiale | 4 100 000          | sans objet        | Pas de ventilation des crédits dans la maquette initiale | 6 550 000          | sans objet        |
|              | Article 16 - Développement durable et attractivité des agglomérations et villes moyennes                          | 162 - Outils d'intervention pour faciliter la constitution de réserves foncières | Pas de ventilation des crédits                           | sans objet         | 2 900 000         |                                                          | sans objet         |                   |
|              | Article 16 - Développement durable et attractivité des agglomérations et villes moyennes                          | 163 - Logements sociaux spécifiques : jeunes, personnes âgées                    | 0                                                        | 0                  | 0                 |                                                          | 2 000 000          | sans objet        |
|              | Article 16 - Développement durable et attractivité des agglomérations et villes moyennes                          | 164 - Logements sociaux spécifiques : personnes âgées (ascenseurs)               | 0                                                        | 0                  | 0                 |                                                          | 700 000            | sans objet        |
|              |                                                                                                                   |                                                                                  | <b>9 050 000</b>                                         | <b>4 100 000</b>   | <b>-4 950 000</b> | <b>9 500 000</b>                                         | <b>12 150 000</b>  | <b>2 650 000</b>  |
| <b>TOTAL</b> |                                                                                                                   |                                                                                  | <b>359 844 000</b>                                       | <b>359 844 000</b> | <b>0</b>          | <b>385 472 000</b>                                       | <b>385 472 000</b> | <b>0</b>          |

Participation Etat : dont 12 370 000 euros inscrits pour ordre

CPER 2007-2013  
Validé en RIM le 22 mars 2011

| CENTRE        |                                                                                                        |                  | CPER 2007-2013 révisé |            |                  |
|---------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-----------------------|------------|------------------|
| Code codif.   | Libellé                                                                                                | P LOLF           | Etat                  | Région     | Total Financeurs |
| <b>A01</b>    | <b>Agriculture et Peche</b>                                                                            |                  | 37 261 000            | 36 946 000 | 74 207 000       |
| <b>A01.3</b>  | <b>Gestion durable de l'agriculture, de la pêche et développement rural</b>                            |                  | 24 300 000            | 16 820 000 | 41 120 000       |
| <b>A01.31</b> | <b>Investissements dans les exploitations agricoles (PMBE + adaptation CORSE et DOM)</b>               | 154              | 13 900 000            | 12 000 000 | 25 900 000       |
| <b>A01.33</b> | <b>Accompagnement de l'installation des agriculteurs</b>                                               | 154              | 10 400 000            | 4 820 000  | 15 220 000       |
| <b>A01.4</b>  | <b>Valorisation des produits, orientation et régulation des marchés</b>                                |                  | 12 961 000            | 20 126 000 | 33 087 000       |
| <b>A01.41</b> | <b>Filières agricoles : Part Régionale</b>                                                             | 154 act 11       | 12 961 000            | 20 126 000 | 33 087 000       |
| <b>A02</b>    | <b>Forêt</b>                                                                                           |                  | 3 885 000             | 4 200 000  | 8 085 000        |
| <b>A02.1</b>  | <b>Compétitivité de la filière forêt-bois</b>                                                          |                  | 3 885 000             | 4 200 000  | 8 085 000        |
| <b>A02.11</b> | <b>Compétitivité de la filière forêt-bois</b>                                                          | 149              | 3 885 000             | 4 200 000  | 8 085 000        |
| <b>A03</b>    | <b>Ecologie et développement durable</b>                                                               |                  | 17 300 000            | 19 700 000 | 37 000 000       |
| <b>A03.1</b>  | <b>Gestion des milieux et biodiversité</b>                                                             |                  | 4 500 000             | 5 400 000  | 9 900 000        |
| <b>A03.12</b> | <b>PNR</b>                                                                                             | 113 act 7        | 2 000 000             | 2 800 000  | 4 800 000        |
| <b>A03.13</b> | <b>Autres actions de préservation de la biodiversité</b>                                               | 113 act 7        | 2 500 000             | 2 600 000  | 5 100 000        |
| <b>A03.3</b>  | <b>Conduite et pilotage des politiques environnementales et développement durable</b>                  |                  | 300 000               | 1 400 000  | 1 700 000        |
| <b>A03.31</b> | <b>Projets territoriaux de développement durable (agenda 21...)</b>                                    | 217              | 300 000               | 1 400 000  | 1 700 000        |
| <b>A03.4</b>  | <b>Gestion globale et équilibrée des rivières, des milieux aquatiques et des ressources en eau</b>     |                  | 12 500 000            | 12 900 000 | 25 400 000       |
| <b>A03.41</b> | <b>Gestion globale et équilibrée des rivières, des milieux aquatiques et des ressources en eau</b>     | Agences de l'Eau | 12 500 000            | 12 900 000 | 25 400 000       |
| <b>A04</b>    | <b>ADEME</b>                                                                                           |                  | 20 000 000            | 20 000 000 | 40 000 000       |
| <b>A04.1</b>  | <b>Lutte contre le changement climatique et maîtrise de l'énergie</b>                                  |                  | 16 070 000            | 17 340 000 | 33 410 000       |
| <b>A04.11</b> | <b>Lutte contre le changement climatique et maîtrise de l'énergie</b>                                  | ADEME            | 16 070 000            | 17 340 000 | 43 410 000       |
| <b>A04.2</b>  | <b>Filière déchets et divers</b>                                                                       |                  | 3 930 000             | 2 660 000  | 6 590 000        |
| <b>A04.21</b> | <b>Filière déchets et divers</b>                                                                       | ADEME            | 3 930 000             | 2 660 000  | 6 590 000        |
| <b>A05</b>    | <b>Economie et industrie</b>                                                                           |                  | 6 500 000             | 6 500 000  | 13 000 000       |
| <b>A05.1</b>  | <b>Développement industriel</b>                                                                        |                  | 6 500 000             | 6 500 000  | 13 000 000       |
| <b>A05.11</b> | <b>Actions collectives</b>                                                                             | 134              | 6 500 000             | 6 500 000  | 13 000 000       |
| <b>A06</b>    | <b>Emploi</b>                                                                                          |                  | 16 400 000            | 16 400 000 | 32 800 000       |
| <b>A06.1</b>  | <b>Accès et retour à l'emploi</b>                                                                      |                  | 1 400 000             | 1 708 000  | 3 108 000        |
| <b>A06.11</b> | <b>Actions réalisées par les maisons de l'emploi</b>                                                   | 102              | 1 400 000             | 0          | 1 400 000        |
| <b>A06.12</b> | <b>Autres</b>                                                                                          |                  | 0                     | 1 708 000  | 1 708 000        |
| <b>A06.2</b>  | <b>Accompagnement des mutations économiques, sociales et démographiques</b>                            |                  | 15 000 000            | 14 692 000 | 29 692 000       |
| <b>A06.21</b> | <b>Parc immobilier AFPA, réseau CARIF-OREF-ARACT, développement des compétences, illettrisme (DOM)</b> | 103              | 15 000 000            | 14 216 000 | 29 216 000       |
| <b>A06.22</b> | <b>Autres</b>                                                                                          |                  | 0                     | 476 000    | 476 000          |
| <b>A07</b>    | <b>Enseignement supérieur</b>                                                                          |                  | 56 000 000            | 34 998 000 | 90 998 000       |
| <b>A07.1</b>  | <b>Etablissements d'enseignement supérieur et de recherche universitaire</b>                           |                  | 56 000 000            | 34 998 000 | 90 998 000       |
| <b>A07.11</b> | <b>Mise au standard international des bâtiments d'ens sup et recherche universitaire</b>               | 150              | 42 480 000            | 34 658 000 | 77 138 000       |
| <b>A07.12</b> | <b>Amélioration de la vie étudiante</b>                                                                | 150+231          | 13 520 000            | 340 000    | 13 860 000       |
|               |                                                                                                        | DONT             | 150                   | 7 500 000  |                  |
|               |                                                                                                        | DONT             | 231                   | 6 020 000  |                  |

CPER 2007-2013  
Validé en RIM le 22 mars 2011

| CENTRE                                       |                                                                                                  | CPER 2007-2013 révisé |                    |                    |                    |
|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Code codif.                                  | Libellé                                                                                          | P LOLF                | Etat               | Région             | Total Financeurs   |
| A08                                          | Recherche                                                                                        |                       | 29 000 000         | 29 000 000         | 58 000 000         |
| A08.1                                        | Equipements scientifiques de recherche universitaire                                             |                       | 4 000 000          | 7 030 000          | 11 030 000         |
| A08.11                                       | Equipements scientifiques de recherche universitaire                                             | 150                   | 4 000 000          | 7 030 000          | 11 030 000         |
| A08.2                                        | Recherche scientifique et technologique pluridisciplinaire                                       |                       | 18 600 000         | 18 000 000         | 36 600 000         |
| A08.21                                       | Soutien aux activités des structures agréées de transfert et de diffusion technologique          | 172                   | 3 900 000          | 6 780 000          | 10 680 000         |
| A08.22                                       | Information et culture scientifique et technique                                                 | 172                   | 1 000 000          | 860 000            | 1 860 000          |
| A08.23                                       | Soutien aux opérations structurantes en recherche                                                | 172                   | 7 700 000          | 2 970 000          | 10 670 000         |
| A08.24                                       | CEA CNRS INRIA INSERM                                                                            | 172                   | 6 000 000          | 7 390 000          | 13 390 000         |
| A08.3                                        | Gestion des milieux et des ressources                                                            |                       | 6 400 000          | 3 970 000          | 10 370 000         |
| A08.31                                       | BRGM IFREMER INRA CEMAGREF IRD CIRAD                                                             | 187                   | 6 400 000          | 3 970 000          | 10 370 000         |
| A09                                          | Equipement Transports                                                                            |                       | 97 370 000         | 142 000 000        | 239 370 000        |
| A09.1                                        | Investissement ferroviaire                                                                       |                       | 71 370 000         | 121 000 000        | 192 370 000        |
| A09.12                                       | Développement et régénération du réseau transport ferroviaire (voyageurs et fret)                | 203                   | 71 370 000         | 121 000 000        | 192 370 000        |
| A09.2                                        | Transport combiné                                                                                |                       | 6 000 000          | 1 000 000          | 7 000 000          |
| A09.21                                       | Transport combiné                                                                                | 203                   | 6 000 000          | 1 000 000          | 7 000 000          |
| A09.3                                        | Transports collectifs urbains                                                                    |                       | 20 000 000         | 20 000 000         | 40 000 000         |
| A09.31                                       | Transports collectifs urbains                                                                    | 203                   | 20 000 000         | 20 000 000         | 40 000 000         |
| A12                                          | Aménagement du territoire                                                                        |                       | 41 500 000         | 41 100 000         | 82 600 000         |
| A12.1                                        | Aménagement du territoire                                                                        |                       | 41 500 000         | 41 100 000         | 82 600 000         |
| A12.12                                       | Volet territorial (crédits spécifiques)                                                          | 112                   | 41 500 000         | 41 100 000         | 82 600 000         |
| A13                                          | Culture                                                                                          |                       | 23 910 000         | 23 910 000         | 47 820 000         |
| A13.1                                        | Création                                                                                         |                       | 9 244 000          | 14 367 000         | 23 611 000         |
| A13.11                                       | Auditoriums, lieux de création et de diffusion                                                   | 131                   | 9 244 000          | 14 367 000         | 23 611 000         |
| A13.2                                        | Patrimoine                                                                                       |                       | 14 666 000         | 9 543 000          | 24 209 000         |
| A13.21                                       | Rénovation de monuments historiques ou de sites patrimoniaux                                     | 175                   | 13 116 000         | 7 696 000          | 20 812 000         |
| A13.22                                       | Musées                                                                                           | 175                   | 1 550 000          | 1 847 000          | 3 397 000          |
| A14                                          | Santé et solidarités                                                                             |                       | 10 718 000         | 10 718 000         | 21 436 000         |
| A14.1                                        | Handicap et dépendance                                                                           |                       | 10 718 000         | 10 718 000         | 21 436 000         |
| A14.11                                       | Reconversion struct hosp. en étab pour p. âgées - adaptation struct spéc. pour pers. handicapées | 157 ou CNSA           | 10 718 000         | 10 718 000         | 21 436 000         |
| <b>TOTAL ANNEXE FINANCIERE CONTRACTUELLE</b> |                                                                                                  |                       | <b>359 844 000</b> | <b>385 472 000</b> | <b>745 316 000</b> |